

Rouge

Nouvelle-Calédonie

Plan Pisani
et néo-colonialisme

P 13/14

M 1578 N° 1158 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

3 au 9 mai 1985

Austérité, chômage

1 million

d'hommes

et de femmes

sans emploi,

ni droit

La misère des temps de crise



Un grand rassemblement politique

Un

spectacle

non-stop

FETE

DE LUTTE OUVRIERE ET DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Trois jours de détente dans la nature

Des jeux...
De l'animation...
Des expositions...
Des débats...

sur plusieurs scènes aménagées

Organisée en commun cette année, la fête LO-LCR va rassembler pendant trois jours des milliers de travailleurs et de jeunes venus de toute la France. Ainsi, dans un cadre de détente et de loisirs, l'occasion sera donnée à tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans la politique des grands partis de gauche de faire le point sur ce qui s'est passé depuis quatre ans et de discuter ensemble des moyens de construire une alternative à la politique des partis traditionnels de gauche. Des dizaines d'organisations et d'associations seront présentes et de nombreux débats seront organisés sur tous les thèmes et préoccupations qui motivent aujourd'hui nos luttes et nos espoirs.

Quatre grands débats sont déjà prévus qui se dérouleront cette année sous un grand chapiteau. Le premier traitera du développement de l'extrême droite et du racisme ; le second abordera le problème des luttes des travailleurs et permettra de mieux cerner les obstacles rencontrés et les possibilités actuelles. Le troisième grand débat portera sur la lutte du peuple kanak en présence d'un représentant du FLNKS. Enfin, toutes les forces organisées à la gauche de la gauche participeront à un grand débat sur l'alternative. En dehors de la LCR et de LO, ont déjà accepté le PSU, la FGA, la GA, le PCML, les Grünen, avec notamment Dorothee Piermont, députée au Parlement européen.

Ce grand rassemblement aura aussi une dimension internationaliste, par la présence, non seulement de plusieurs sections de la IV^e Internationale, mais aussi de nombreuses organisations révolutionnaires et anti-impérialistes. Nicaragua, Salvador, Afrique du Sud, mineurs anglais, syndicalistes de Solidarnosc : tous ont été invités pour parler de leurs luttes. Les 25, 26, et 27 mai, nous ferons la démonstration qu'il existe en France un large courant anticapitaliste. Ce sera donc une fête, mais aussi une grande manifestation politique. Tout doit être fait pour en assurer le succès.

Nous pouvons déjà annoncer

Samedi

Marianne Sergent, Luther Allison

Dimanche

Anne Sylvestre, Agouti (ballet antillais)

Lundi

Francis Lalanne, Francesca Solleville
Karim Kacel

Et aussi, pendant les trois jours, du rire avec Jean Kergrist, du théâtre avec le Gruppo Teatro Laboratorio, et des dizaines d'autres groupes de musiciens, chanteurs, comédiens.

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél: 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél: 859 00 31
- Directeur de publication : Christian Lamotte
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél: 859 00 80 (lignes groupées)



La misère des temps de crise

Quelles qu'en soient les limites, la gauche s'était dotée après mai 1981 de moyens d'intervention dans la gestion de la politique économique du pays. Les nationalisations en formaient l'épine dorsale. Quatre ans plus tard, les chômeurs sont trois millions, et l'on parle dénationalisation. L'un va avec l'autre.

Chômeurs sans droits ! Ils sont un million, environ aujourd'hui. Aux bornes de la misère, ils n'ont qu'une seule hantise, tenir pour survivre. Selon les promesses électorales, l'année 1985, fixée par le gouvernement Mauroy, devait être l'échéance des 35 heures. Elle sera, en fait, la seconde année de la flexibilité du temps de travail négociée par les partenaires sociaux. L'année aussi de la multiplication des TUC, des CFR (congés formation reconversion), et d'autres CDD (contrats à durée déterminée), vaines tentatives d'égratigner le chômage au lieu de chercher par la réduction massive du temps de travail à le faire disparaître. Le cancer s'étend. Au-delà des sans-travail, l'ensemble du monde ouvrier est touché. Un parent, un enfant chômeur, dans une famille, c'est un partage des revenus des actifs imposé de force. Ainsi les capacités de ceux qui travaillent à lutter pour défendre leur niveau de vie est affaibli. Une grève, entre autres, coûte toujours plus cher lorsque le nombre des bouches à nourrir sans ressources est accru. Le développement du chômage accompagne inexorablement la compression des salaires. Tandis que les profits sont, eux, à la hausse.

Quatre ans après le 10 mai, le bilan de ceux qui s'étaient baptisés eux-mêmes les capitaines de la lutte contre le chômage est dramatique. Fatalité de la crise ? Non ! Choix politique, qui place au premier rang l'impératif de rentabilité des entreprises sur la scène du marché mondial. Les rumeurs de dénationalisations rampantes qui font la une des médias en sont le complément naturel. « Les nationalisations, déclarait pourtant Pierre Mauroy au Parlement le 13 octobre 1981, constituent une forme de libération, elles permettent d'assurer la primauté de l'homme sur la machine (...) Elles représentent l'aube des temps nouveaux. »

Quatre ans après, le bilan de ces envolées d'estrades palementaires est aussi sinistre pour les travailleurs des nationalisées que la promesse des 35 heures en 1985 peut l'être pour les chômeurs. Certes, les P-DG des entreprises publiques font la roue devant la presse économique, en commentant leurs bilans financiers. Mais les travailleurs n'ont guère vu, eux, apparaître « l'aube des temps nouveaux » promise par Mauroy.

Le volet emploi des entreprises nationalisées est aussi sombre que celui de l'amélioration des conditions de travail

ou du pouvoir d'achat ! Fustigeant le bilan de la politique industrielle de la droite pendant vingt-cinq ans, Michel Charzat, rapporteur des lois de nationalisation, déclarait au Parlement le 13 octobre 1983 : « Le choix qui a été fait, celui de l'internationalisation et de la spécification à outrance, ne pouvait que conduire à l'atrophie des bases nationales de notre économie. Au cours de cette période, notre industrie s'est placée dans une spirale autoréductrice. Plus de cinq cent mille emplois industriels ont été perdus au cours du précédent septennat. » Quatre ans après, on croit rêver ! Alors que licenciements et dégraissages ravagent ou ont ravagé les nationalisées, de la sidérurgie à l'électronique, ou se préparent comme à Renault.

« L'enjeu industriel des nationalisations est considérable, poursuivait pourtant Charzat, parce qu'un emploi créé dans l'industrie entraîne on le sait, la création de deux autres emplois par effet induit ». Les nationalisées de « moteur social » qu'elles devaient être sont, en fait, devenues les associées fidèles du capital privé, dans le gonflement des chiffres du chômage. La boucle est bouclée ! Quoi d'étonnant si, au bout du parcours, on caresse l'idée de faire rentrer par la fenêtre, le capital privé qu'on avait fait sortir par la porte — avec indemnités et honneurs — des futures nationalisées en 1982.

Imperturbable logique, dont les millions de chômeurs condamnés aujourd'hui à la misère, est le symptôme le plus morbide. Au lieu d'utiliser les moyens exceptionnels dont ils disposaient, les

gouvernants n'ont fait que laisser croître le ver qu'ils avaient déjà placé dans le fruit. Mauroy déclarait en octobre 1981, définissant le rôle des crédits publics attribués aux futures nationalisées : « Nous devons avoir le souci de nous donner une pleine efficacité en améliorant la compétitivité et les performances des groupes bénéficiaires, et en stimulant la croissance de leurs investissements. » Nous en sommes là effectivement ! Le refus de tout affrontement, appuyé par les travailleurs, avec les possédants, pour remettre en cause les exigences absurdes du profit qui doit croître à mesure que des millions de gens s'appauvrissent étale ses résultats sous nos yeux.

Le début de dénationalisation des groupes industriels, envisagé aujourd'hui, n'est bien qu'une autre facette d'une politique qui met la semaine de 35 heures aux oubliettes, piétine les droits des chômeurs, jusqu'à les laisser sans ressources. Elle fait évidemment l'impasse sur la mobilisation des travailleurs, ceux que nos gouvernants baptisaient encore en mai 1981 les « acteurs du changement ».

L'effort d'organisation des chômeurs, justement, qui se manifeste aujourd'hui dans le pays pour exiger le respect de leur droit au travail, montre la voie inverse : celle de la mobilisation. Quelles que soient les divergences d'appréciation sur les moyens pour « en sortir », exposées dans les pages quatre et cinq de ce journal, par les organisateurs de la marche des chômeurs, à Paris, le 30 mai, nous serons à leurs côtés.

Michel Morel

INTERVIEW DE MAURICE PAGAT,
SECRETARE GENERALE DU SYNDICAT DES CHOMEURS

La naissance d'une combativité nouvelle

Six mille personnes sont venues s'adresser aux services de la maison des chômeurs de Paris, ces six derniers mois. Répondre aux besoins matériels des sans-travail, leur donner les moyens de s'organiser : Maurice Pagat définit succinctement, par cette double vocation, les buts de son association. Après sa rencontre avec une délégation de la LCR mercredi 18 avril, il a détaillé pour « Rouge » les analyses et les propositions de son organisation, définit les objectifs de la marche des chômeurs qui se déroulera à Paris le jeudi 30 mai.

● Peut-on parler d'un changement chez les chômeurs, d'un frémissement, comme diraient certains, qui les pousse à s'organiser aujourd'hui ?

Je crois effectivement qu'on assiste pour la première fois dans les rangs des chômeurs à une mobilisation, à la naissance d'une combativité nouvelle. Pendant longtemps, ce fut la résignation, aujourd'hui, c'est la révolte. L'émission de Polac à la télé, de ce point de vue, a enclenché un véritable déclic. Au lendemain de celle-ci, nous avons reçu un millier de lettres et des coups de fil sans discontinuer pendant quinze jours. Nous avons appelé les chômeurs à refuser de subir plus longtemps l'injustice qui leur est faite, à s'organiser pour la combattre. Ils nous ont répondu. Il existe aujourd'hui une centaine de maisons de chômeurs. Il s'en crée pratiquement une tous les jours. On peut réellement parler d'un début d'intervention des chômeurs dans le débat social.

● « Partage » est le nom de votre journal. Quel contenu attribuez-vous à cette notion,

vis-à-vis des travailleurs actifs notamment ?

Partage, c'est un mot riche, dans une société aussi inégalitaire que la nôtre. Nous avons participé par exemple avec des camarades à des distributions de soupes populaires dans des quartiers où les convives des restaurants dépensaient, en une soirée, sous nos yeux, la somme dont dispose un chômeur pour vivre pendant un mois. Ceux qui dinaient selon leurs goûts n'étaient pas seulement des capitalistes, des patrons. Nombre d'entre eux appartenaient au monde du travail. La notion de partage interpelle donc tout le monde. Solidarité, égalité, fraternité, ces notions font partie des traditions du mouvement ouvrier. Celui-ci a pour vocation de défendre les plus paumés, les plus exploités. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Deux fois de suite, ces dernières années, les droits des chômeurs ont été véritablement massacrés. On a réduit la durée des allocations-chômage et renforcé les barrières pour accéder à celles-ci. C'est une régression sociale sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier. La



responsabilité patronale est certaine, mais il faut souligner que tous les partenaires sociaux l'ont avalisée, gouvernement et syndicats compris. Ceux-ci ont continué de gérer l'Unédic, sans appeler les chômeurs à se révolter. Tenir ce discours dérange, certes. Mais c'est un discours réaliste. Les chômeurs paient les frais intégraux de cette politi-

● Quelle est votre attitude justement vis-à-vis des syndicats ?

Nous disons d'abord à tous les chômeurs, éventuellement syndiqués dans telle ou telle centrale, qu'ils doivent s'organiser dans les maisons des chômeurs, pour acquérir leur autonomie. Il est évident, si

on ne se voile pas la face, que les centrales syndicales ne les organisent pas.

● Est-ce un indice à ton avis de la crise du syndicalisme ?

S'il y a crise du syndicalisme, si les travailleurs tournent le dos aux organisations syndicales, c'est bien parce qu'ils ont l'impression qu'elles ne servent plus à grand-chose. C'est l'expression d'une crise stratégique. C'est un vaste débat qu'il n'est pas possible d'évoquer et d'épuiser ici. Soulignons tout de même que les chômeurs sont les premiers à payer les pots cassés, de ce qui est devenu un syndicalisme « de riches », défendant les situations acquises des travailleurs actifs. Nous avons même souvent, au dé-

part, été traités avec mépris par des représentants des appareils confédéraux. Cela commence à changer, simplement parce que nous devenons une force.

● Quelle fonction donnez-vous dans ce cadre aux maisons des chômeurs ?

L'originalité de la maison des chômeurs, c'est à la fois de répondre très concrètement à leurs besoins avec des services adaptés, et de leur donner les moyens de s'organiser, de lutter, d'intervenir dans le débat social. Nous organisons un service d'offres d'emplois, des services juridiques et techniques avec l'aide d'avocats, d'inspecteurs du travail, un service de restauration, une aide médicale également. Car certains n'ont plus de quoi se soigner, faute de moyens. Ils trouvent donc ici consultations et médicaments gratuits. Mais en même temps, nous leur expliquons qu'il y a aujourd'hui deux millions cinq cent mille chômeurs dans le pays. Ce n'est donc pas seulement en multipliant les maisons des chômeurs que l'on mettra fin à ce fléau ! Les chômeurs qui nous rejoignent doivent participer à l'action : devenir des diffuseurs de notre journal *Partage*, participer aux actions d'occupation des ANPE ou des Assedic, aux prises de parole, et, bien sûr,

à la préparation de la marche nationale du 30 mai.

La maison des chômeurs est donc un lieu militant. Elle n'a rien à voir avec un service social. Elle donne plutôt l'image de ce qu'est un syndicalisme d'action directe. Elle ressemble quelque peu en ce sens aux bourses du travail, telles que les concevait Peloutier.

● Sur quelles revendications essentielles appelez-vous les chômeurs à se mobiliser ?

On peut résumer nos exigences en quatre grands points. Une allocation minimum, d'abord, équivalent aux deux tiers du SMIC. C'est une promesse de François Mitterrand qui n'a pas été honorée. C'est pourtant le seul moyen de mettre fin à la misère actuelle. Nous revendiquons ensuite la reconnaissance de la représentativité de notre syndicat des chômeurs partout où nos intérêts sont discutés. C'est tout de même un comble qu'aujourd'hui ce soit les autres, ceux qui représentent les travailleurs pourvus d'un emploi, qui aient la charge de nous représenter. Nous militons pour une meilleure redistribution des richesses de la nation et des revenus. Nous n'oublions pas qu'il y a ici et là des grandes fortunes et des entreprises qui





font de gros profits. Mais nous ne pouvons pas nous satisfaire d'un discours démagogique. Le capitalisme ne s'effacera pas demain. Vous pouvez vivre dans une petite organisation comme la LCR du souvenir d'Octobre 1917, peut-être... pour les chômeurs, cela ne suffit pas. On ne peut crier tous les matins « vive la révolution ». La solidarité doit donc jouer au sein du monde du travail.

● *N'est-ce pas aller vers un partage organisé de la misère ?*

Ce vers quoi l'on va aujourd'hui, d'abord, c'est vers un autre partage. Celui qui résultera d'une société à double statut. D'un côté les travailleurs protégés, de l'autre, les précaires. Il faut casser cela, c'est très dangereux. Nous militons pour la réduction du temps de travail. Les 35 heures tout de suite, pour aller très rapidement vers les 30 heures. Les gains de productivité engendrés par les mutations technologiques sont à la racine des possibilités de réduction du temps de travail. Utilisons les en ce sens ! Pourquoi donc le statut d'un travailleur serait-il de travailler huit heures par jour toute sa vie ? Il y a la place pour autre chose : les loisirs, la culture... tant mieux ! La réduction du temps de travail,

comme disait Marx, est une revendication fondamentale. Mais dans une période de crise, l'ensemble des salaires ne peuvent être compensés intégralement. Partager la misère ? Non pas ! Mais au-dessus de deux fois le SMIC, la compensation salariale peut être décroissante, pour qu'au-dessous elle soit intégrale.

Dernier point de nos propositions, il faut expérimenter la création d'autres emplois, dans le cadre de l'économie alternative. Répondre à des tâches sociales, des besoins culturels... là où les lois du profit ne jouent pas. Il faut faire appel à la créativité, à l'imagination des chômeurs en ce sens.

● *Le chômage sert de prétexte à l'offensive raciste de l'extrême droite. Comment réagissez-vous à ce sujet ?*

En ce qui concerne le racisme, il faut être très vigilant. Des travailleurs autochtones se retrouvent parfois en concurrence pour un emploi avec des travailleurs immigrés. C'est à nous d'expliquer que l'on a fait venir ces travailleurs dans une période où l'on avait besoin d'eux. On les a exploités. Ils ont les mêmes droits que nous. Il n'y a donc aucune raison de les renvoyer. Il n'est pas question que le syndicat des chômeurs puisse avoir des positions racistes. Les travailleurs immi-



grés y ont toute leur place. Nous en comptons d'ailleurs parmi nos adhérents. En proportion égale ou même supérieure à celle des immigrés parmi les chômeurs recensés. C'est une question d'éducation, d'explication, de formation. Tous ses diri-

geants d'ailleurs ont toujours lutté pour la République, la démocratie, les droits de l'homme. Ils sont donc tout à fait étrangers à ce qui peut se passer dans certains groupes d'extrême droite. Solidarité quelle que soit la couleur de la peau, internationalisme,

c'est ça la tradition du mouvement ouvrier.

Cela n'exclut pas évidemment dans certains cas, avec l'accord des intéressés, dans le respect de leurs droits, la possibilité de retour dans leur pays d'origine des travailleurs immigrés qui le désirent.

● *Comment se prépare pour conclure la marche des chômeurs que vous organisez pour le jeudi 30 mai à Paris ?*

La manifestation du 30 mai doit être en quelque sorte une apothéose, la convergence sur Paris de tous les chômeurs de France et de la région parisienne. Une quinzaine d'actions dans le pays entre le 15 mai et le 30 juin la précèdera. Nous espérons rassembler beaucoup de monde. Créer un phénomène, un peu comme la marche des Beurs en a été un. Ce sera bien sûr la manifestation des chômeurs, et nous demandons donc à toutes les organisations syndicales et politiques de respecter leur expression. Mais de la soutenir aussi. A la fin de la marche dans Paris, à la Bastille, nous appelons tous les travailleurs solidaires à venir rejoindre les chômeurs. Afin que ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas s'unissent. C'est donc un appel à la solidarité tous azimuts qui s'adresse à toutes les forces politiques syndicales, comme aux forces morales. Car le chômage est un problème grave qui démolit les hommes, physiquement, psychologiquement. Le mouvement ouvrier, ce doit être aussi la révolution des cœurs. L'originalité du socialisme concerne aussi le changement des rapports entre les individus, la convivialité, la fraternité.

Tous doivent donc se joindre, le 30 mai à la marche des chômeurs.

Propos recueillis par Michel Morel

Quelques points en débat

Trois millions de chômeurs, un million de « fin de droits » sans ressources : la misère se profile derrière ces deux chiffres. Les signes manifestes de début d'organisation des chômeurs, pour la défense de leurs droits, face à l'indifférence à leur égard des centrales syndicales, marquent de ce point de vue un pas dans la lutte contre ce fléau. Nous tenions à ce titre à ouvrir les colonnes de notre journal aux propositions et aux analyses de Maurice Pagat, secrétaire général du syndicat des chômeurs. Certaines d'entre elles s'opposent clairement — faut-il le souligner — à la démarche qui est la nôtre. La définition d'une plate-forme d'abord ne peut se faire en opposant chômeurs et actifs. Si le partage du travail, la réduction significative du temps de travail doit être un but commun, celui des revenus n'a — pour le moins — rien d'évident. Cela créerait un obstacle insurmontable à l'alliance des deux qui seule peut battre en brèche la politique patronale en vigueur aujourd'hui. Cela épargnerait au passage la remise en cause d'une caractéristique de la crise que nous traversons aujourd'hui : l'accroissement des profits patronaux, la réduction au sein de la répartition des revenus de ceux des salariés au bénéfice de ceux des entreprises.

La légèreté coupable des centrales syndicales à l'égard de l'organisation des chômeurs justifie une critique sévère, certes. Celle-ci ne règle pas pour autant la question tenace des liens à créer entre le combat des chômeurs et celui des actifs. Ils ne peuvent se concevoir aujourd'hui sans politique d'alliance — conflictuelle sans doute, mais quelle alliance ne l'est pas ? — avec les centrales syndicales. Mais le débat est ouvert. C'est consciente de ces divergences, entre autres, sur lesquelles nous reviendrons plus longuement dans *Rouge* de la semaine prochaine, que la LCR soutiendra, à la mesure de ses moyens, la marche sur Paris du jeudi 30 mai dont Maurice Pagat définit le rôle dans la défense des droits des chômeurs, la fonction à l'égard de l'ensemble du mouvement ouvrier.

Michel Morel



RENAULT

Manœuvres et intox

En annonçant un trou financier record, Besse cherche à l'évidence à culpabiliser les travailleurs de Renault, leur faire craindre le pire, les dissuader d'entreprendre la mobilisation indispensable à la défense de l'emploi.

La tactique du silence mise en œuvre par le nouveau P-DG de la régie Renault, Besse, continue. La seule donnée officialisée publiquement, c'est le montant du déficit laissé par son prédécesseur en 1984, à savoir douze milliards et demi de nouveaux francs. Cette ardoise colossale, qui représente une somme supérieure au déficit de toute la sidérurgie, a été volontairement surchargée à la fois pour préparer le terrain à l'offensive anti-ouvrière, et pour espérer donner un meilleur résultat en 1985 à quelques mois des législatives. C'est ainsi que l'ensemble des suppressions d'emplois déjà programmées pour cette année 1985 (départs en pré-retraite, indemnités de départ pour les travailleurs immigrés et les autres) entraîne une dépense de quatre milliards de francs affectés au budget 1984.

Quel déficit ?

Sur le total du déficit annoncé pour 1984, quatre autres milliards sont constitués par les frais financiers liés aux intérêts des remboursements des prêts contractés, non seulement sur le marché financier français, mais aussi sur les marchés internationaux où ils sont libellés en dollars. Au total, l'endettement de la régie Renault atteint quatre-vingt milliards de francs, selon *les Echos*.

S'il est évident que l'on cherche à culpabiliser les travailleurs en leur annonçant que « leur » entreprise est lourdement déficitaire, ce montant de douze milliards est en fait le résultat d'opérations comptables abstraites qui n'ont rien à voir avec des réalités physiques. L'un des exemples de ces véritables opérations de cavalerie financière a été rendue publique parce que la législation imposait en ce domaine l'information du comité central d'entreprise. La régie a vendu à une filiale qu'elle a créée à cet effet la propriété immobilière de plusieurs usines, et cette même filiale revend en leasing sur plusieurs années à la régie la propriété de ces mêmes usines. Cela s'appelle du « lease-back » dont le seul intérêt est de faire apparaître pour l'année 1984 une rentrée d'argent au bénéfice de la régie, ce qui correspond seulement à un jeu d'écritures comptables. Pour une opération de ce type rendue publique, combien sont enfouies sous le secret de la filiale financière du groupe Renault installée en Suisse.

Au regard des critères de gestion capitaliste, Renault est malade. Le « médecin » Besse a été nommé là d'abord pour rétablir un semblant d'équilibre au sens capitaliste du terme. Il n'y a qu'une logique pour un patron capitaliste lorsqu'il s'agit de restaurer la rentabilité capitaliste, c'est de s'en prendre aux intérêts ouvriers. Tel est le sens de l'autonomie de gestion accordée à Hanon, l'ancien P-DG de Renault, puis à Besse.

Le plan Besse commence à s'appliquer

Cresson et Mitterrand ont mis les points sur les i : le modèle de référence pour l'automobile, en France, est Peugeot. Le P-DG de PSA, Calvet, l'ancien conseiller de Giscard, était invité au show Mourousi-Mitterrand, afin que chacun comprenne bien que parmi la France qui gagne, il y a ce P-DG qui a été à la tête de l'offensive contre les ouvriers de Talbot et de Citroën.

Force est de constater que le plan Besse, c'est-à-dire le processus de restructuration capitaliste de la régie Renault, commence à s'appliquer. La tactique du silence, employée jusqu'ici par la nouvelle direction générale, camoufle le fait que par touches de plus en plus violentes le rouleau compresseur de la suppression des effectifs et des licenciements à venir est déjà en marche. L'activité de plusieurs filiales a déjà été stoppée, par exemple la fabrication d'équipements en céramique et de cristaux liquides pour l'électronique. Le centre de fabrication de Maubeuge est immédiatement menacé. La plupart des investissements prévus à Billancourt sont suspendus.

Les épreuves de force qui arrivent

Oui, le plan Besse commence à s'appliquer. Mais ce ne sera pas une succession de petites attaques. En plus des mesures annoncées, Besse veut trouver 10 000 à 12 000 nouvelles suppressions d'emplois. D'ici à quelques mois, peut-être en mai, à l'occasion du prochain CCE, peut-être plus tard, des décisions seront prises concernant au moins quatre secteurs névralgiques de Renault : l'activité mécanique agricole qui concerne l'usine du Mans, le sort de la fabrication des poids-lourds, l'usine de Cléon qui produit des pièces en dou-

blon avec une filiale mexicaine, et Billancourt.

Billancourt est directement menacé par les plans de restructuration en cours. L'affaiblissement de ce bastion est déjà entamé : sur un total de 25 000 salariés (en y incluant les 6 000 salariés du siège social), il n'y avait plus que 9 000 ouvriers en activité à la fin de l'année 1984. Cela veut dire que les deux tiers des emplois ouvriers y ont été liquidés en quinze ans. Tout se passe comme ci le gouvernement Mitterrand se préparait à vouloir parachuter le processus en cours. Au cours de son interview télévisée du 28 avril, Mitterrand a été interrogé sur l'information fournie par la lettre de l'Expansion selon laquelle le déménagement de l'usine de Billancourt à Longwy était sérieusement envisagé. Le président s'est retranché derrière le principe de l'autono-

mie de gestion de Besse pour ne pas répondre. En fait, il laisse dire et authentifie ainsi le sérieux de l'information.

Ainsi, les menaces sont précises et aigües. Face à celles-ci, rien ne serait pire que la perpétuation de la situation d'attente, source de division et de repliement sur soi parmi les travailleurs. Il est urgent de passer à la contre-offensive en démontrant la capacité de résistance des travailleurs de la régie Renault. La montée nationale sur Paris le 10 mai organisée jusqu'à présent par la seule CGT, le syndicat minoritaire parmi les ouvriers de Renault, constitue la première riposte d'ampleur nationale au plan du groupe Renault. Les batailles de l'unité et de la grève pour assurer un réel succès de cette journée ne sont pas encore gagnées.

Jean-Claude Bernard



Editorial des feuilles d'entreprises

Tous avec les travailleurs de Renault

Une fois de plus, Renault occupe le devant de la scène.

La droite veut dénationaliser l'entreprise. Mitterrand jure que « Renault ne sera jamais dénationalisée. » En fait, toute cette agitation prépare une attaque sans précédent contre les travailleurs de la Régie.

Dès aujourd'hui, usine par usine, filiale par filiale, le plan Besse (le P-DG de Renault) commence à s'appliquer : des dizaines de journées de chômage technique, pré-retraites, mutations arbitraires sous couvert de mobilité, incitation au retour des travailleurs immigrés, sanctions et licenciements individuels dans une série de secteurs, etc. Voilà la politique de la direction de la Régie, soutenue par le gouvernement Fabius.

Une attaque de grande ampleur

Mais des décisions d'une autre ampleur se préparent : entre 20 000 et 30 000 suppressions d'emplois, plusieurs milliers de licenciements. On discute même, dans les hautes sphères du gouvernement et de la direction de l'entreprise, l'éventuelle liquidation de Billancourt, bastion et symbole du mouvement ouvrier français.

D'une certaine manière, Mitterrand, interrogé par Mourousi le 28 avril, sur TF 1, confirmait un tel projet, en expliquant que pareille décision « relève de la direction de la Régie ». Comme si Mitterrand et le gouvernement n'avaient pas leur mot à dire sur un semblable choix.

Le 10 mai : première étape dans la mobilisation

Quatre ans après le 10 mai 1981, la CGT organise une journée d'action, avec montée natio-

nale de tous les Renault à Paris. C'est une première réponse nationale aux plans de restructuration et de licenciements de la direction.

Tout devra être entrepris pour que cette journée de la CGT soit un succès. L'unité de tous les travailleurs de la Régie et de leurs organisations syndicales devra se réaliser pour faire de cette journée une démonstration de force. Tout devra être fait pour que la mobilisation unitaire soit préparée démocratiquement, pour que la grève soit massive et pour que la montée nationale à Paris soit une première étape dans la mobilisation générale de tous les Renault.

Un enjeu pour tous les travailleurs

L'affrontement qui se prépare dépasse largement les frontières de Renault. Nous sommes tous concernés.

Si les plans patronaux s'appliquent à Renault, ce sera une défaite pour tous les travailleurs. Derrière Renault toute la branche automobile est visée. Et cette branche influe sur l'emploi de plusieurs millions de salariés dans le pays.

Les Renault ne doivent pas faire les frais de la crise. Pour défendre vraiment les intérêts des travailleurs, il n'y a pas de demi-mesures. Il faut refuser tout licenciement et imposer le partage du travail entre tous les travailleurs. Il faut imposer la semaine de 35 heures.

Pour défendre ces revendications, nous devons agir tous ensemble, préparer la mobilisation unitaire de tous les travailleurs. Et dans l'immédiat, il nous faut entourer les Renault de notre solidarité agissante, afin de ne pas les laisser isolés. Dans le passé, leurs luttes ont permis de grandes conquêtes sociales. C'est pourquoi soyons prêts à répondre à leur appel.

CFDT

Calmer le jeu pour gagner le congrès

A la veille du congrès fédéral, le secrétaire général de la CFDT a tenu à réunifier la direction fédérale en évitant les plus larges dérives « à droite ». Pour laisser isolés les opposants qui défendent une orientation de lutte de classe ?

Rééquilibrage interne ? Edmond Maire a l'ambition d'y parvenir. Son rapport, « *Ce que veut la CFDT* », présenté au CNC (1) avant le congrès y a été relativement bien accueilli. Les porte-parole les plus marqués du courant qui défend les thèses pro-libérales ne l'ont pas combattu. Les représentants de secteurs plus ou moins critiques, comme la région des Pays-de-Loire ou la fédération chimie... l'ont jugé comme un coup d'arrêt à « la dérive ». Bref, les opposants étaient rares, du moins au Conseil national confédéral.

Cela résout-il les problèmes réels que se posent les syndicats ? On en doute fort : il faudrait carrément changer d'orientation pour répondre aux exigences présentées dans les tribunes libres parues dans *Syndicalisme hebdo* (voir ci-contre).

Les limites de cet « accord stratégique » dont se flatte la commission exécutive transparaissent très vite dans les positions des membres du courant pro-confédéral. Dans la situation actuelle, on ne peut pas faire beaucoup mieux, disent les uns qui le pensent vraiment. Gérons les contradictions présentes disent d'autres qui ne se préoccupent plus de la perspective du socialisme... Leur fragile accord actuel ne peut donc être que temporaire.

Aura-t-il cependant un effet favorable à la direction au

moment du déroulement du congrès ? De façon limitée, sans aucun doute. Mais, au-delà, beaucoup de syndicats ont des jugements négatifs bien arrêtés sur le bilan et sur les défauts de l'orientation...

Indécis sur l'état d'esprit d'une grande partie de la centrale, la direction fédérale a choisi pour le moment de se donner un profil de décrispation : « *La CFDT est une organisation pluraliste où on s'écoute même si on n'est pas d'accord sur tout* », soulignait Edmond Maire devant la presse le lundi 29 avril. Un pluralisme de ce type va-t-il jusqu'à démocratiser les conditions du débat dans la confédération ? Va-t-il au moins jusqu'à permettre que le bureau national comporte plusieurs membres liés à la minorité regroupée autour du texte d'Hacuitex ? Questions pour le moins encore en suspens.

De même, en fait, on peut se demander pourquoi, si pluralisme il y a, les projets de formes de mobilisation proposées par les divers courants ne donnent pas lieu à une ample discussion dans la centrale. Or, ces questions sont en grande partie esquivées dans la préparation du congrès de juin prochain.

Pierre Réme

1. CNC : Conseil national confédéral, qui réunit trois fois par an les représentants des régions et des fédérations.



Une tonalité critique

Sur les huit tribunes libres parues entre le 14 mars et le 25 avril dans « Syndicalisme hebdo », six se situent dans une tonalité très critique à l'égard de l'orientation de la direction fédérale.

Sans un changement réel d'orientation, la direction fédérale ne peut répondre aux critiques et aux prises de position publiées en « tribune libre ». Cela va de soi pour la fédération Hacuitex (habillement, cuir, textile) qui a explicité, le 14 mars, « pourquoi un contre-projet de résolution générale ». Elle rappelle : « - Les problèmes auxquels les militants vont se trouver confrontés durant les trois années à venir :

« - Nécessité de développer l'action à tous les niveaux et particulièrement l'action nationale sur le SMIC et les 35 heures. « - Négociation et loi sont complémentaires. La loi reste nécessaire pour éviter que les inégalités se développent. « - Ne pas se satisfaire de la désunion et rechercher l'unité d'action la plus large, en priorité avec la CGT. « - S'il y a nécessité d'adapter le syndicalisme pour répondre aux problèmes immédiats et nouveaux créés par la crise, cela ne doit pas forcément remettre en cause la stratégie.

« Nous réaffirmons que pour sortir de la crise, dans l'intérêt des travailleurs, il faut sortir du capitalisme (...) Certains, alors que le capitalisme est en crise, vont jusqu'à penser qu'il n'y a pas lieu de mettre en avant la nécessité du socialisme », accusent-ils.

Dans le même numéro, sans choisir la même tactique pour le congrès fédéral, les retraités des pays de Loire posaient les mêmes problèmes. « Pour faire à tout prix de la "nouveau" ironisaient-ils, est-il nécessaire de mutiler les solidarités qui ont fait leurs preuves ? (...)

« Ne serait-il pas plus justifié, parce que plus syndical, d'affirmer notre volonté de renforcer les solidarités que la classe ouvrière a construites depuis la Libération ? « Etant bien entendu que nous gardons bien la volonté de construire une société cette fois pleinement solidaire parce que démocratique et socialiste. »

Les PTT de Seine-Maritime, de même, ont tenu à réaffirmer les revendications de salaires : « Le pouvoir d'achat, les salaires font-ils encore partie de la panoplie syndicale CFDT ? Quand nous aurons répondu oui, clairement, nous aurons déjà trouvé une solution partielle à la désyndicalisation. » (Syndicalisme hebdo du 4 avril)

Le pouvoir d'achat

Dans Syndicalisme hebdo du 18 avril, sur la même question, le SATPA (Syndicat de l'action technique et professionnelle agricole) de l'Orne soumet à la discussion une plate-forme revendicative pré-

cisant les exigences. Elle lie quatre éléments. « 1. Une augmentation du SMIC (20 %) et sa transformation afin de renforcer son rôle unificateur » : calcul à partir d'un budget type fixant le niveau de vie plancher défendu par tous les syndicats. salaire minimum vital mensuel pour les retraités et les allocations chômage, et base de toutes les conventions collectives de toutes les branches. » « 2. Une progression plus rapide du pouvoir d'achat des bas et moyens salaires au travers d'augmentations uniformes qui combattent la hiérarchie. » « 3. Une indexation des salaires des travailleurs. » Ils précisent à ce sujet que plus de 95 % des salariés sont compris dans un écart entre un et quatre fois le SMIC revendiqué et soulignent qu'« il ne doit pas s'agir ici de défendre les privilèges des hauts fonctionnaires et des dirigeants d'entreprises. » « 4. Une réforme fiscale (...) En particulier, la mise en place d'un impôt sur le capital qui approvisionne le fonds de financement du « salaire minimum vital mensuel pour les jeunes et les chômeurs. »

L'emploi, les 35 heures et la flexibilité

Sur la question du temps de travail, la tonalité est tout aussi critique. Le syndicat des laiteries de Bricquebec (Manche), dénonce le 11 avril « une logique de l'échec. » « La réduction du temps de travail à 35 heures : en 1982, il nous avait fallu avaler la programmation des 35 heures pour 1985 au plus tard (...)

Nous sommes en 1985. la

programmation s'est perdue dans les nécessités de la rigueur ou dans les difficultés de nos partenaires sociaux (et contractuels) pour une vague perspective (aux effets pervers) de réduction du temps de travail modulée sur l'année (...) On nous dit maintenant que la pire des précarités, c'est le chômage, donc pour combattre le chômage, acceptons la précarité de l'emploi et essayons d'offrir des garanties adaptées aux précaires. Nous avons constaté dans notre secteur la multiplication par six en trois ans des emplois précaires ».

« Les patrons qui gémissent sur les contraintes s'y entendent fort bien pour tourner la loi, les accords, les conventions. Alors, quelles garanties pouvons-nous offrir si nous acceptons la précarité ? Les précaires, en particulier les jeunes, nous reprocheront de ne leur avoir offert comme perspective que de se partager le chômage. »

A partir des mêmes réalités dans leur secteur, le syndicat Bétor-pub (bureaux d'études et organismes de recherche et publicité) de la région parisienne rappelle la politique actuelle de redéploiement capitaliste à l'échelle internationale. Il en tire une accusation précise : « En ignorant cette évolution évidente du monde capitaliste, la CFDT s'oriente vers une création originale : un syndicalisme de propositions sans classe ouvrière ou avec une classe ouvrière absente pour cause de chômage. » Il rejette la résolution d'orientation qui « abandonne le projet socialiste autogestionnaire au profit d'une orientation que nous qualifions de capitalisme autogestionnaire. »

N'OUBLIEZ PAS

Critique Communiste

revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)

40
avril 85 14 fr.

Sommaire

- L'alternative nécessaire
- La droite dans les starting-blocks
- PS : Cap sur les législatives
- Fossoyeurs du socialisme
une interview de J.P. Garnier
- Dossier**
- LES CONTRADICTIONS DES THESES ECONOMIQUES DE LA CFDT**
- Le XII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

DROIT DE VOTE POUR LES IMMIGRES

Une question de volonté politique

Bien des arguments sont opposés par la gauche elle-même au droit de vote des immigrés. Ils sont notamment juridiques. Mais faut-il vraiment changer la Constitution pour faire cette réforme ? Quelle est la place du Sénat ? On s'aperçoit vite des faux-fuyants. Demeure la volonté politique de rompre avec un siècle de politique d'immigration.

Le débat sur le droit de vote des immigrés, récemment relancé à la suite des déclarations de Mitterrand, est évidemment directement politique. Le choix fondamental d'octroyer un droit élémentaire à une partie de la population, jusque là exclue des grands choix politiques — que par ailleurs elle subit — est totalement contradictoire avec la volonté de la droite et de l'extrême droite de diviser profondément les travailleurs et de s'appuyer sur un bouc émissaire pour éviter les conséquences de la crise économique.

Mais la gauche, elle-même, remet le couvert sans trop de risques, puisqu'elle ne propose aucune mesure immédiate malgré la promesse vite enterrée du candidat Mitterrand. Elle oppose bien des arguments à cette réforme qui irait incontestablement dans le sens de l'égalité des droits et serait un puissant facteur d'évolution des mentalités. Outre l'opinion publique rétive (pas plus que pour la peine de mort, notons-le), l'essentiel du discours de la

gauche concerne le terrain juridique, la nécessité de changer la Constitution et l'impossibilité de le faire, compte tenu de la majorité de droite au Sénat.

La « souveraineté nationale »

L'article 3 de la Constitution incriminé en l'occurrence stipule : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants. » (alinéa 1). Paul Allié, dans un article récemment paru dans *Expressions immigrés-français* (1), souligne que cette notion est parfaitement ambiguë. Elle n'exprime nullement en tant que telle que le « peuple » se réduirait aux nationaux : l'histoire même de la formation sociale en France prouve à quel point le « peuple de France » est composé de « peuples » d'origines différentes qui se sont peu à peu amalgamés.

Fondamentalement, l'interprétation en terme de

« souveraineté populaire », c'est-à-dire de l'exercice du pouvoir par les représentants de tous ceux qui travaillent et habitent en France depuis un certain temps est parfaitement autorisée.

C'est bien cette interprétation-là que la gauche aurait pu revendiquer conformément à ses déclarations antérieures et à ses références historiques.

On pourrait rappeler au passage que la Constitution de 1793 (qui ne fut jamais appliquée pour cause d'état d'exception) prévoyait des droits égaux pour l'ensemble du peuple résidant et travaillant sur le sol national et que la Commune de Paris fit de même durant sa courte existence. A la notion d'« étranger », était alors opposée la notion de « citoyen », base de la notion de la souveraineté.

La libre administration des collectivités locales

De surcroît, le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales est encore plus simple sur le plan juridique. En effet, l'article 3 concerne la souveraineté nationale, c'est-à-dire l'exercice de pouvoirs tels que la défense nationale, la justice, les relations internationales, etc.

Or, l'article 72 de la même Constitution rappelle, lui, le principe de la libre adminis-

**Le 7 mai :
journée nationale
contre le racisme**

Le MRAP et la Ligue des droits de l'homme lancent un appel à une grande journée nationale de mobilisation et d'action contre le racisme le 7 mai prochain.

Sur le thème « Le racisme mène au fascisme », le MRAP a choisi cette date symbolique, veille du 8 mai, pour évoquer dans le contexte du souvenir des milliers de victimes du nazisme, le dangereux climat actuel de crimes racistes et la nécessité de réagir avec énergie.

Cette initiative, à laquelle toutes les associations et organisations sont invitées à se joindre sous la forme d'appels communs locaux ou régionaux, devrait se traduire par des rassemblements manifestations dans toutes les grandes villes de France, y compris Paris.

Comme pour le rassemblement de juin de SOS-Racisme (voir ci-contre), nous

pensons qu'il est nécessaire d'organiser ce type de vastes mobilisations démontrant la force des antiracistes face aux récentes flambées d'agressions contre les immigrés.

Pour être le plus massives possibles toutes ces manifestations devraient être coorganisées par toutes les associations antiracistes et soutenues par toutes les organisations ouvrières et démocratiques. Le temps est venu de rassembler le mouvement antiraciste.

Nous appelons partout à mobiliser pour ces initiatives, à leur assurer le caractère le plus massif possible à l'image des 500 000 mains déjà portées dans tout le pays.

A Paris, un rassemblement aura lieu à la Fontaine des quatre continents (métro Port-Royal) à 18 heures.

110 propositions de Mitterrand.

L'argument du Sénat

Nombre de juristes soulignent que, malgré tout, le droit de vote entraînant le droit d'éligibilité en droit français, les délégués des conseils municipaux participant par ailleurs à l'élection

Constitution. Quant à nous, évidemment, nous pensons que la gauche aurait dû, dès son arrivée au pouvoir, modifier cette Constitution antidémocratique comme elle se le proposait depuis vingt-trois ans, notamment autour des pouvoirs exorbitants du Conseil constitutionnel ou quant à l'existence du Sénat.

Mais au-delà du débat juridique, l'intérêt de cette ré-

vable à l'affirmation d'une société pluriculturelle et multinationale, au travers de la reconnaissance de l'égalité des droits.

...A la rupture avec un siècle de politique d'immigration

Au-delà, et surtout si la gauche avait dépassé le stade du droit de vote aux élections locales pour affirmer l'égalité nationale des droits, c'est-à-dire la modification de la notion de nationalité au profit de celle de citoyenneté, la conception bourgeoise fondamentale de l'immigration aurait été sérieusement ébranlée. A la vision « utilitaire » de la main-d'œuvre importée pour les besoins économiques de la métropole, se serait substituée une affirmation de la coexistence sur un même sol de populations d'origines différentes mais ayant les mêmes devoirs et les mêmes droits.

Bien sûr, de telles mesures ne règlent pas tout et n'effacent pas la base même du racisme qui repose sur toute « différence » artificiellement développée et utilisée. Mais, incontestablement, les bases mêmes et les conditions de lutte des immigrés s'en seraient trouvées modifiées favorablement tant il est vrai qu'en période de crise économique et d'incertitude face à l'avenir, le fait d'être « étranger » donc rejeté, entraîne l'insécurité pour les milliers d'immigrés.

Plus que jamais, cette revendication reste le symbole d'une autre politique possible, au service des intérêts de tous les travailleurs, quelles que soient leurs origines et leur nationalité.

Hélène Viken

1. *Expressions immigrés-français*, mensuel de la FASTI.



Verdict scandaleux

Le 30 avril, le tribunal correctionnel de Caen a rendu son verdict dans le procès des trois nervis du Front national interpellés un mois plus tôt, à l'entrée d'un meeting de la LCR, en possession de grenades trafiquées pour faire le maximum de dégâts. Sbraire, l'individu qui avait trafiqué les grenades, s'est vu infliger douze mois de prison dont dix avec sursis. Son complice, Mazure, a été condamné à dix mois avec sursis. Et le troisième larron de la bande a été purement et simplement relaxé. Les trois hommes sont donc repartis librement.

Verdict scandaleux ! Et qui contraste avec les réquisitions du ministère public, qui avait demandé des peines d'emprisonnement ferme allant de dix à dix-sept mois. Le tribunal aura sans doute été « impressionné » par les arguments des avocats mettant

en avant l'« honorabilité » de leurs clients. Peu a importé à messieurs les juges que les engins en possession des trois fascistes aient été meurtriers, comme l'ont indiscutablement prouvé les rapports d'expertise. Peu leur a également importé que leur décision risque de légitimer, à l'avenir, les provocations de tous les nazillons en mal de ratonnades.

Deux poids, deux mesures. Les tribunaux font en général preuve de moins de délicatesse à l'égard des immigrés trainés devant eux pour de petits délits même si ceux-ci n'ont mis aucune vie en danger.

La seule leçon à tirer de ce triste épilogue, c'est que la menace de l'extrême droite ne peut se combattre que par l'action de masse de la jeunesse et des travailleurs. Les antifascistes sauront s'en souvenir.

Christian Picquet

tration des collectivités locales, élément fondamental qui a permis au Conseil constitutionnel d'approuver la loi de décentralisation. Les compétences des collectivités locales n'entrent donc pas dans la formation de la souveraineté nationale.

Une simple loi ordinaire suffirait donc, sans changement de la Constitution, pour que la France adopte le régime déjà en vigueur dans des pays comme la Suède ou le Danemark, à savoir le droit de vote aux élections locales, qui était d'ailleurs l'une des

du Sénat, des immigrés pourraient se trouver grands électeurs et participer donc au choix de représentants nationaux du pouvoir. En réalité, il suffirait là aussi de mentionner dans la loi accordant le droit de vote aux élections locales, l'impossibilité pour les immigrés d'être désignés comme grands électeurs.

De la volonté politique...

Les arguments juridiques ne sont donc pas incontournables même sans modifier la

flexion est d'aboutir à la conclusion suivante : il s'agit bien d'un problème de volonté politique que la gauche n'a pas eue jusqu'à maintenant et qu'elle ne semble pas prête à avoir non plus aujourd'hui malgré ses récentes déclarations.

Dès son arrivée au pouvoir, une telle mesure aurait dû être prise. Force est de constater que sur ce terrain, la gauche a reculé aussi, faisant la preuve qu'elle n'était pas déterminée à bousculer l'ordre établi et à imposer une conception résolument favo-

ENTRETIEN AVEC DAVID ROUSSET

Comprendre ce que furent les camps

David Rousset est l'auteur de plusieurs livres dont « *L'Univers concentrationnaire* », « *les Jours de notre mort* » et « *le Pitre ne rit pas* ». Il fut déporté en 1943 avec plusieurs autres dirigeants trotskystes. Nous lui avons demandé, alors qu'est célébré le quarantième anniversaire de la libération des camps nazis, d'apporter son témoignage.

● **Les camps nazis n'ont pas été créés durant la guerre mais avant cela.**

Les camps de concentration ont d'abord été ouverts pour les Allemands, en 1933, à l'avènement du nazisme. Ils ont été ouverts pour des prisonniers politiques, essentiellement communistes, social-démocrates et libéraux. Dans cette première phase, les conditions de vie dans les camps étaient infiniment plus dures que celles que nous avons connues quand nous y sommes arrivés bien plus tard. D'abord parce que les camps n'étaient pas organisés et ensuite parce qu'ils avaient avant tout une fonction de répression sociale, d'humiliation et de torture.

Pour comprendre cela, il faut savoir que l'effondrement des couches moyennes en Allemagne, qui a été le ressort de la prise du pouvoir par les nazis, a dégagé une violence passionnelle extraordinaire. Les camps en ont été une expression.

A ce moment, les SS géraient directement les camps. Par la suite, l'extension de la répression et la diversification des tâches a posé le problème de la gestion des camps. La première idée des SS a été de faire appel aux criminels de droit commun, qui haïssaient les communistes. Toute la période où les camps ont été sous le despotisme des droits communs, au service de la SS, a été une phase extraordinairement dure.

Mais les SS se sont trouvés bientôt devant un autre problème qui tient à la nature même du système concentrationnaire. Lorsque la masse des détenus est devenue considérable, la question a été alors de l'utiliser dans la production. C'est là un tournant historique fondamental dans l'histoire des camps.

● **Quelles ont été les conséquences dans les camps ?**

Les SS ont utilisé la masse des détenus pour l'ouverture d'immenses chantiers en Allemagne, pour la production de guerre et pour la construction d'usines souterraines à l'abri des bombardements alliés. Les criminels de droit commun étaient incapables d'organiser le travail. Ils pouvaient organiser la terreur mais pas la production. C'est à ce moment que les SS se sont tournés vers les politiques qui avaient, pour la plu-

part, la qualification nécessaire à organiser le travail. La masse d'entre eux étaient des communistes.

Ce passage de la gestion des droits communs à la gestion des politiques n'a pas été facile ni pacifique. Il a entraîné des luttes d'une violence peu imaginable à l'intérieur des camps. Les SS étaient divisés sur ce choix, mais finalement il s'est traduit par l'avènement des communistes qui ont pris en main la gestion des camps.

Nous sommes arrivés à Buchenwald après ce tournant, quand les camps, au moins les plus grands d'entre eux, étaient tout à fait organisés. D'une façon générale, il faut souligner que pour l'ensemble des détenus, le pouvoir des politiques a été bénéfique. Nos conditions de vie qui étaient affreuses s'étaient néanmoins améliorées par rapport à celles qui prévalaient auparavant.

● **Les conséquences se sont-elles limitées à l'intérieur des camps ?**

Cette mutation de la population pénitentiaire en main-d'œuvre pénale a transformé les camps en de véritables sociétés fortement hiérarchisées. Cela a modifié la situation de l'appareil de répression dans l'Etat. La SS était propriétaire de cette main-d'œuvre. Elle la louait aux trusts allemands et elle en tirait, à son profit, des bénéfices. Elle ne ristournait aux détenus que le minimum vital indispensable pour leur permettre de prolonger leur existence. Mais la SS utilisait aussi les détenus pour ses propres entreprises si bien que l'appareil de répression s'est enraciné dans l'appareil de production. Cet enracinement a fait de ce pouvoir répressif une puissance autonome considérable dans l'Etat. Cette expérience a été interrompue par la victoire des armées alliées.

● **Vous avez connu les camps de concentration ; qu'est-ce qui les différencie des « camps de la mort » ?**

C'est dans ce cadre, destiné à la répression sociale et politique, que s'est insérée la répression raciale. La réalité des camps n'est pas résumable à cette dernière. Ce sont des camps spécifiques, tous les camps de Pologne, qui ont été dévolus à la répression raciale contre les Juifs et les



David Rousset, en compagnie de Fred Zeller, à l'enterrement de notre camarade Pierre Frank.

Tziganes. C'est autour du centre Birkenau-Auschwitz que s'est développé ce système. Les camps « raciaux » avaient une fonction de destruction et d'anéantissement. La mort dans les camps « non-raciaux » était une conséquence des conditions de détention, alors que dans les camps « raciaux », c'était le but immédiat.

Nous, nous étions déportés pour des raisons politiques. Par contre on ne disait pas aux Juifs qu'on les envoyait dans des camps. On leur disait qu'on les envoyait dans des zones d'internement, on leur expliquait qu'ils devaient emporter avec eux tous les biens qu'ils pouvaient. Cela a abouti au paradoxe de voir Auschwitz devenir durant la guerre le secteur le plus riche de l'Europe.

C'est là qu'ont été installées les chambres à gaz. Elles constituent un « appendice » du système concentrationnaire, un instrument de destruction rapide de masse. La SS a cherché la technique la plus « rentable », la plus économique pour détruire le plus grand nombre de gens dans le minimum de temps.

● **La gestion par les politiques a été marquée aussi par des luttes politiques dont certaines ne sont pas glorieuses.**

J'ai dit plus haut que la gestion par les politiques avait eu un effet général bénéfique pour l'ensemble des détenus. Pour autant, il ne faut pas dissimuler que ce pouvoir a aussi été utilisé pour des règlements de

comptes politiques. L'un des premiers aspects était la sélection qui s'opérait pour les différents travaux à accomplir. Etre affecté à une usine, ou mieux encore aux cuisines était considéré comme une planque. Par contre, être affecté au travail dans une carrière pouvait se transformer à terme en une condamnation à mort. L'affectation s'est souvent faite sur des critères politiques.

Les nouveaux arrivants passaient devant une commission politique, la « politische abteilung », où il fallait donner sa coloration politique et les circonstances de son arrestation, les détenus affectés à l'administration du camp établissaient des fiches. Beaucoup de gens, notamment de droite, ont ouvertement fait état de leurs opi-

nions sans se rendre compte que cela pouvait leur coûter cher.

Les règlements de comptes ont aussi eu lieu au sein du mouvement communiste. Je suis arrivé à Buchenwald avec trois autres dirigeants trotskystes du Parti ouvrier internationaliste (POI) : Marcel Hic, Roland Filiatre et Philippe Fournié. Quand ils sont passés devant la « politische abteilung », Hic et Filiatre ont clairement exprimé leurs positions. Fournié et moi-même avons préféré nous déclarer lui socialiste et moi simple résistant. Les communistes allemands ont jugé que Hic et Filiatre étaient des durs et les ont envoyés à Dora, qui était considéré comme l'enfer de Buchenwald. Nous avons demandé à partir avec eux mais cela n'a pas été admis.

● **Quarante ans après, quelle leçon tirer des camps de concentration ?**

L'institution concentrationnaire n'est pas liée à une tradition historique de tel ou tel peuple. L'institution concentrationnaire surgit dans l'effondrement d'une société, à l'intérieur d'une guerre civile sociale d'une violence extraordinaire, lorsque les institutions de la société classique se défont. C'est cela qui est la principale leçon de l'expérience concentrationnaire. Pourquoi ? Parce que la crise économique et sociale peut de nouveau, dans une autre conjoncture historique, produire des circonstances amenant à une expérience du même ordre, avec des fins analogues. Oublier ou méconnaître cette expérience, c'est prendre le risque de ne pas être averti pour ce qui peut, demain, se reproduire. Si l'on comprend les mécanismes décisifs de cette expérience, on peut se prémunir contre l'avènement de phénomènes comparables.

Je considère comme extrêmement dangereux tout ce qui consiste à banaliser cette expérience. Je ne dis pas qu'il faut maintenir un souvenir émotionnel pour entretenir des antagonismes. Il faut maintenir la compréhension de ce qu'il fut alors pour éviter sa reproduction. C'est la chose la plus difficile à transmettre. C'est pourquoi je ne comprends pas tous ceux qui disent des camps qu'il s'agissait d'une forme de répression comme une autre, alors qu'il s'est agi d'une institution sociale organisée qui portait un système de société barbare nouvelle. Cette leçon ne peut pas être transmise par la seule description de ce que furent les camps, mais par la compréhension du phénomène social qui a abouti au système concentrationnaire.

Propos recueillis par Jean-Jacques Laredo

Note : les livres de D. Rousset ont été publiés chez 10/18. Christian Bourgeois devrait les rééditer.

Une alternative plus que jamais nécessaire

Il y a maintenant plus de six mois, la LCR lançait un appel pour un rassemblement de toutes les forces anticapitalistes capables de créer un pôle à la gauche des partis ouvriers réformistes.

En lançant notre appel, en octobre dernier, nous partions d'un constat qui se vérifie de jour en jour : l'existence dans ce pays de dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui ne se reconnaissent pas dans la politique menée par le PC et le PS, qui n'y ont jamais cru ou qui n'y croient plus et qui s'inquiètent des dégâts qu'elle a engendrés. Nous subissons tous une offensive en règle, réactionnaire et conservatrice provenant d'un tir combiné d'une gauche capitularde et d'une droite plus insolente que jamais.

Mais dans cette situation qui paralyse et désoriente le mouvement ouvrier commencent à surgir les premiers signes d'une remobilisation de tous ceux qui ne se résignent pas à la passivité. Phénomène le plus marquant des derniers mois, dans la jeunesse, s'opère une réaction massive au développement du racisme et de l'extrême droite. Dans les syndicats, de nombreux militants n'acceptent plus que leurs directions tournent le dos aux intérêts des salariés. Ils ont mis en échec les premières négociations entre le patronat et les syndicats sur la « flexibilité du travail », terme derrière lequel se dissimule une attaque sans précédent contre des acquis sociaux vieux de plusieurs décennies. Dans la CFDT, ils sont de plus en plus nombreux à contester la soumission de Maire à la crise capitaliste. Dans le même temps, à la base des partis traditionnels de la gauche, les interrogations et les réactions à la politique gouvernementale se multiplient. Le dernier signe en date de cette situation étant le départ de Bouchardeau et de l'aile droite du PSU.

Certes, tous ces phénomènes demeurent limités et la masse des travailleurs reste désorientée devant l'ampleur des coups qui s'abatent sur elle. Il n'en demeure pas moins que, par delà la diversité des expériences et l'hétérogénéité des préoccupations, ils font apparaître une première réponse en positif à la situation dramatique dans laquelle quatre

ans de gouvernement de gauche ont fourvoyé la classe ouvrière. Ce sont aujourd'hui des dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui rejettent les trahisons de la gauche, s'opposent au retour de la droite et à la montée de l'extrême droite, recherchent des solutions alternatives fondées sur la satisfaction des besoins sociaux et non plus du profit des possédants.

Jusqu'à présent, cette force potentielle est fragmentée, divisée, éclatée. Or, nous sommes convaincus que dans la situation défensive où nous nous trouvons, il est indispensable de rassembler tous les militants disponibles sur quelques objectifs communs de réflexions et de luttes. Un tel rassemblement, même sur des thèmes limités, pourrait créer une dynamique d'entraînement et contribuer à rendre confiance, à remobiliser une partie des travailleurs. Déjà dans une série de campagnes ces militants se retrouvent que ce soit contre les licenciements, pour les 35 heures, contre le racisme ou l'armement nucléaire, pour l'indépendance de la Kanaky. Pour débattre et intervenir sur ces objectifs, il y a place aujourd'hui pour des regroupements de toutes sortes, à partir des conditions concrètes de l'activité politique, sur les lieux de travail et d'étude. Et il y a place pour des collectifs unitaires au niveau local et régional. Il ne s'agit pas de formaliser de simples cartels des organisations d'extrême gauche. La mise sur pied de ces collectifs alternatifs, qui doit respecter la diversité des expériences locales, n'est pas une initiative conjoncturelle liée aux nécessités électorales mais s'inscrit dans l'émergence d'une large force unitaire anticapitaliste. C'est dans cette perspective que les élections de 1986 peuvent être une échéance décisive. Il sera alors nécessaire de mener une campagne offensive permettant de briser le face à face entre la droite et la gauche parlementaire, d'offrir une alternative. Quelques thèmes clés peuvent permettre de cons-



PSU

La porte de service

Le PSU, lors de ses deux derniers congrès, n'a ni osé ni su demander à Bouchardeau, son ex-secrétaire générale, de quitter le gouvernement.

Pour leur part, les courants favorables à la participation gouvernementale tirent aujourd'hui les conséquences de leur mise en minorité au congrès de Bourges : ils quittent le PSU.

Jacques Salvator, ancien secrétaire national adjoint, part avec une poignée de militants pour le Parti socialiste où il est appelé à se rassembler avec ceux qui lui ressemblent : les néo-rocardiens du groupe AGIRS. Huguette Bouchardeau, elle, comme toujours, se montre plus ambitieuse : elle prétend jouer un rôle.

Dans un entretien au *Monde*, elle révèle que le nouveau système électoral condamne « l'éparpillement en petits groupes » des forces qui soutiennent l'actuelle majorité. Elle suggère donc un objectif : « Si le Parti socialiste ne veut pas se minoriser et

se déconnecter des nouveaux courants d'opinion, il n'a d'autre solution que d'ouvrir ses listes à un certain nombre de responsables extérieurs à ce parti. »

Et, toujours réaliste, elle propose un moyen : « Je verrais très bien, pour ma part, une sorte de comité d'initiative, dirigé par le Premier ministre en tant que chef de la majorité et qui serait composé, pour moitié, de représentants du PS, pour l'autre moitié, de personnalités et de représentants de courants qui veulent s'intégrer dans la majorité. Le comité composerait les listes en y assurant sa place au PS, tout en permettant aux autres d'être présents. »

Tout cela est fort démocratique ! Et le dit Parti socialiste ne peut être que ravi d'une telle perspective. Mais, comme dit Bouchardeau, ras-le-bol des « vieux partis »...

D'ailleurs, gageons que ceux qui ont fait la loi électorale y avaient déjà pensé !
Francis Sitel

truire une telle campagne : le refus de l'austérité et du chômage, la lutte contre le racisme, pour l'égalité des droits, le combat pour la libération des femmes, le refus du surarmement, du nucléaire et de la destruction de l'environnement, le soutien à la lutte du peuple kanak pour son indépendance... Les forces non compromises dans la politique gouvernementale et qui se reconnaissent dans ces thèmes devraient, selon nous, s'unir pour mener cette bataille.

Un accord allant des Verts à l'extrême gauche, permettant la constitution de listes dans tous les départements sur la base d'une plate-forme minimale commune enrichie par les collectifs locaux, créerait, à n'en point douter, une dynamique de « déblocage » dans tout le pays.

Le projet pour lequel nous combattons aujourd'hui tient compte des nécessités de l'heure, de l'attente qui existe dans le pays. Aucun préalable, aucun sectarisme, aucune volonté manœuvrière ne doivent venir empêcher l'affirmation d'une force de masse anticapitaliste. Le regroupement autour des Verts – tel que la perspective en est avancée par le dernier conseil national de ce courant – ne peut créer une véritable dynamique de rassemblement. D'un autre point de vue, un accord de cartel des seules organisations d'extrême gauche ne répondrait pas à l'attente de milliers de travailleurs et de jeunes

qui cherchent aujourd'hui une autre voie.

Nous savons que de très nombreux obstacles se dressent face à un tel projet. Nous avons déjà rencontré la FGA, le GA, le PSU, les Verts, le PCML, de nombreux syndicalistes ou d'anciens militants de gauche ou d'extrême gauche. Et nous nous efforçons de convaincre nos camarades de Lutte ouvrière de la nécessité d'une semblable action. Tous sont conscients de l'enjeu. Mais les méfiances sont tenaces. Et pourtant les campagnes communes menées pour la proportionnelle intégrale, le succès des quelques listes unitaires présentées lors des cantonales, l'écho que rencontrent les premiers appels qui circulent aujourd'hui dans plusieurs régions montrent l'impact que peut rencontrer cette perspective.

Cette bataille est loin d'être gagnée mais il y va de notre responsabilité à tous d'être capables aujourd'hui de jeter les jalons pour l'avenir, dans la perspective de construction d'un nouveau parti pour les travailleurs. Le gâchis de la gauche au pouvoir ne doit pas être relayé par l'irresponsabilité des forces anticapitalistes. Dans cette période de crise économique, sociale, idéologique qui traverse le mouvement ouvrier, il n'est plus possible de laisser se dérouler la spirale de l'échec. Ensemble débattons de nos différences mais agissons contre l'adversaire commun.

Bureau politique
de la LCR

Construire une force anticapitaliste

INTERVIEW DE GEORGES LABICA

« Manifester dans l'opinion l'existence d'un courant »

Après un débat public à l'Université de Nanterre, organisé par le comité « Pour une alternative socialiste », Georges Labica, professeur de philosophie, ex-animateur de « Union dans les luttes » et auteur de plusieurs ouvrages dont « le Marxisme léninisme, éléments pour une critique »¹ a bien voulu répondre à nos questions.

● La LCR s'efforce de regrouper une force à la gauche de la gauche partout où elle peut, avec tous les militants anticapitalistes. Que pensez-vous d'une telle initiative ?

Personnellement, je suis très favorable à ce genre d'initiatives. Certes, il ne suffira pas d'additionner les forces existantes, mais il ne faut pas baisser les bras. Alors comment concevoir la recomposition du mouvement révolutionnaire ?

Un exemple. La proportionnelle intégrale, sans être la panacée, constitue le seul mode de scrutin permettant aux forces critiques d'exister. Celles-ci pourraient tenter de former des listes alternatives de gauche, avec des gens venant de la LCR, des alternatifs, de la gauche des Verts, du PCF, etc. Le gouvernement a choisi un mode de scrutin destiné à limiter le poids électoral des petites listes. Mais, il reste à manifester dans l'opinion l'existence d'un courant qui refuse certaines situations.

Tous les gens qui ont quitté le PCF ou, pour prendre une période plus récente, qui avaient une expérience dans le cadre d'« Union dans les luttes », ils existent ! Ce sont eux qui se sont détournés de la politique, qui ont nourri les abstentions aux européennes.

● Il y a aussi le terrain des luttes...

Bien sûr. Il y a la lutte contre

la droite et l'extrême droite qui forment une seule et même famille. C'est un danger qui doit nous mobiliser. Il y a la lutte contre le chômage, la lutte pour l'égalité, il y a tout ce qui doit être fait à la base, là où les problèmes se posent. Finalement, les luttes les plus exemplaires qui ont été conduites depuis que la gauche est au pouvoir sont des luttes sur les entreprises.

● N'ont-elles pas été vécues comme un échec à Talbot, en Lorraine ?

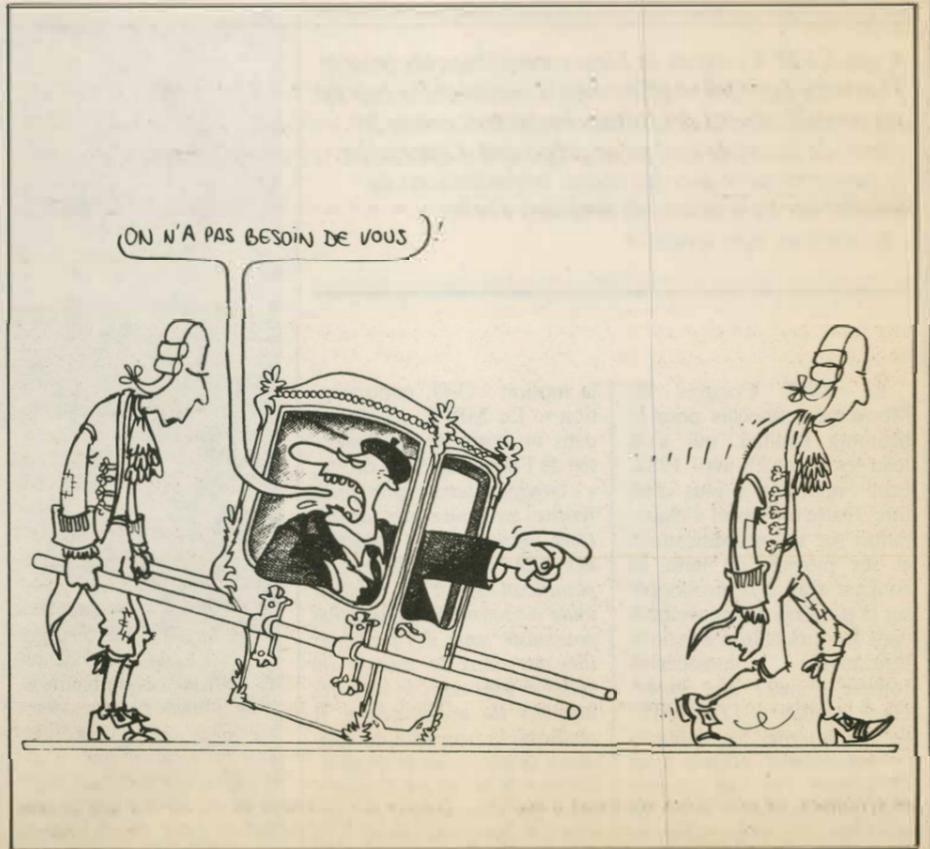
Oui, mais il faut voir quelle a été l'attitude des partis de gauche et des syndicats. On a fait venir les mineurs de Lorraine à Paris et on ne mobilise pas les travailleurs de la région parisienne pour accueillir leurs camarades. Et Talbot, c'est pareil. Talbot pouvait faire tâche d'huile. C'était une bataille exemplaire, car elle correspond à la nouvelle physionomie de la classe ouvrière. Pourtant, vous avez vu comment cela s'est passé ! Mais cela ne veut pas dire que tout soit voué à l'échec. Je crois qu'il n'y a jamais de mouvement révolutionnaire qui puisse mourir. Il y a des périodes où les choses s'affaiblissent et c'est là où il faut tenir bon et puis ensuite cela repart. Aujourd'hui, il faut apprécier les éléments qui permettent de repartir. Il est vrai que le mouvement ouvrier et ses organisations traditionnelles se trouvent dans un désarroi du point de vue des principes et de la

stratégie. Il y a une véritable perte d'identité du mouvement ouvrier en France quant à la référence à la lutte des classes, à l'analyse marxiste. La manière dont les travailleurs vivent la crise ne peut être dissociée de l'incapacité dont les organisations ont fait preuve en ce qui concernait l'analyse de la situation, en ce qui concernait la référence à certains principes, à la définition d'une voie révolutionnaire, tout ça se conjugue.

On essaie de nous persuader avec cette antienne : « Dans les années soixante, soixante-dix, c'était une période de haute conjoncture. Vous en avez tous profité, maintenant, il faut payer l'ardoise car la conjoncture a changé. » Cela a profondément pénétré dans les esprits. Et les socialistes savent très bien utiliser cela en disant : « Qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse d'autre ? »

● Certains critiquent les formes traditionnelles des partis...

Oui, mais jusqu'ici, on n'a pas trouvé autre chose. Je crois qu'il faut soumettre à la critique les formes d'organisations qui ont existé jusqu'à maintenant, en particulier, le type d'organisation que représente le PCF dont on voit bien qu'il fonctionne dans l'autodéfense d'un appareil et que finalement c'est cet appareil qui décide de tout. Mais je ne pense pas, dans un pays comme la France, avec les habitudes politiques, avec les structures jacobines de verticalité, que l'on puisse faire l'économie d'une organisa-



tion des travailleurs. Il faut qu'elle soit autre, mais l'expérience que l'on a faite durant plusieurs années avec « Union dans les luttes » a prouvé que dans une certaine conjoncture, cela rencontre une audience. On a eu jusqu'à 120 à 130 000 militants, mais après la victoire de la gauche, tout cela a été détourné. Les efforts que nous avons faits pour maintenir cela sous les formes de comités de base n'ont pas tenu.

● Comment concevez-vous votre rôle, en tant qu'intellectuel, aujourd'hui ?

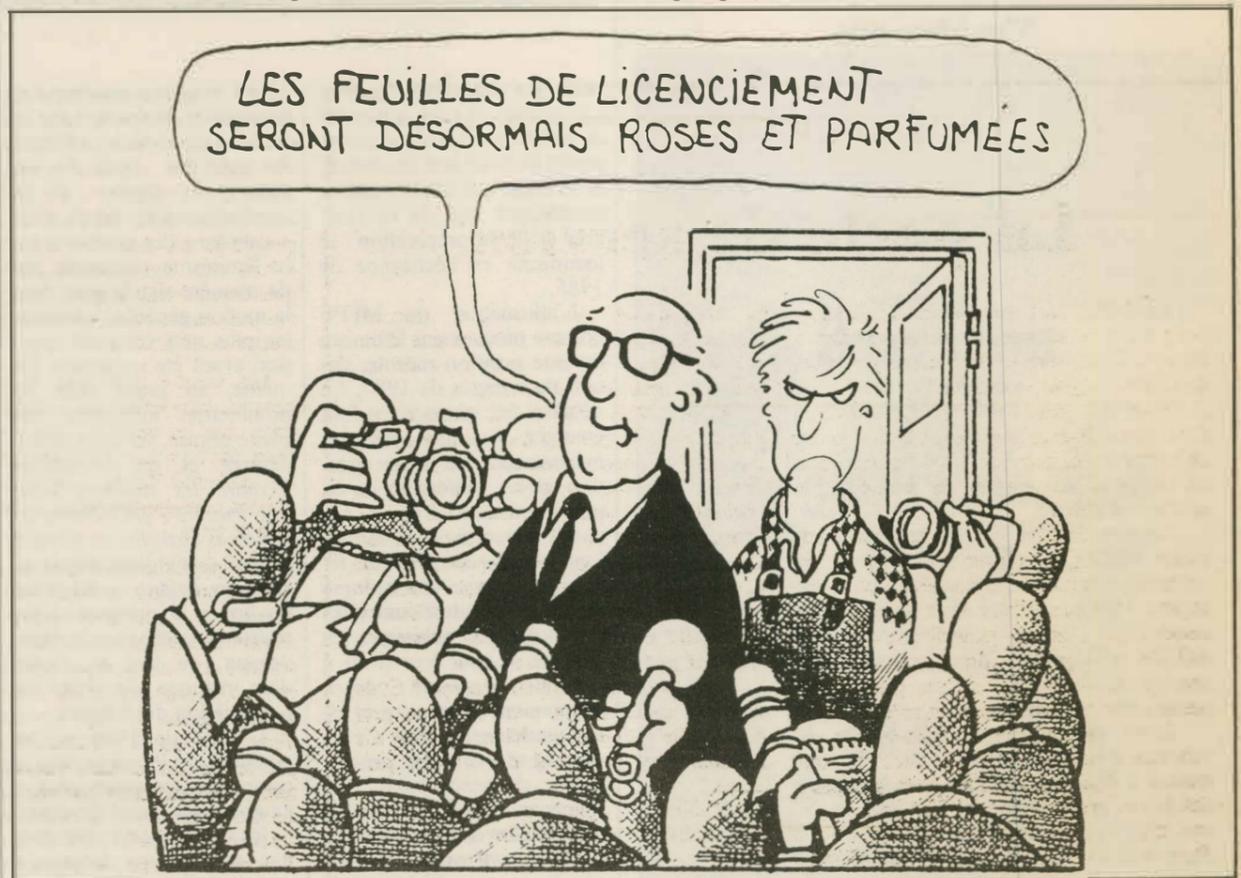
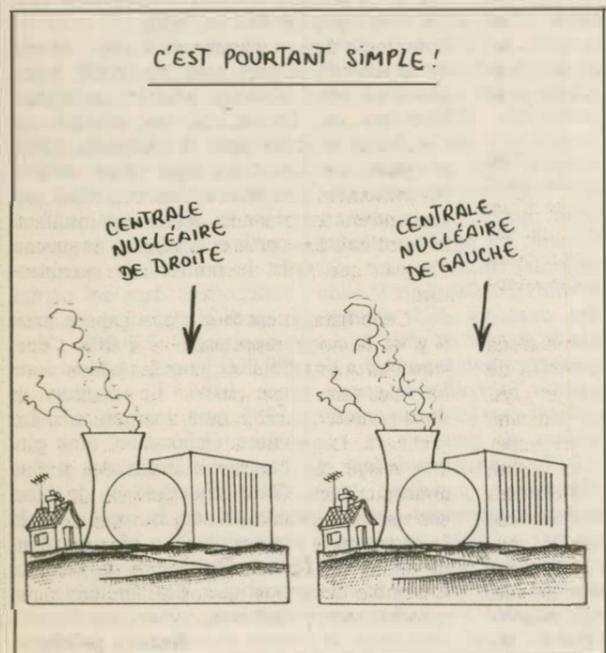
Dans ma spécialité, l'enseignement de l'histoire et de la théorie du marxisme, j'essaie de tenir bon, quelques soient les phénomènes extérieurs. Je veux contribuer modestement à faire vivre un courant marxiste, sur le plan intellectuel et théorique. Des éléments me donnent à penser que ce n'est pas une ba-

taille perdue. Par exemple, lorsque j'ai publié le « dictionnaire critique du marxisme »², le moment semblait difficile. Pourtant, il a été pratiquement épuisé en deux ans et demi. Je fais ce que je sais faire, et je le fais sans concession, sans me soucier des effets de mode.

Propos recueillis par Yves Morian

1. Editions Huysmans. 1984.
2. PUF. 1982. Deuxième édition fin 1985.

Les dessins qui illustrent cette page sont tirés du recueil de Plantu : « C'est le goulag », paru aux éditions La Découverte/Le Monde.



XVII^e CONGRES DU MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL

Résolument à gauche

A son XVII^e Congrès, le Mouvement français pour le Planning familial réaffirme qu'il maintient le cap sur ses revendications et se situe résolument contre le retour de la droite tout en se proposant d'interpeller le gouvernement avec les autres organisations de gauche sur les « avancées réalisées » et les « promesses non tenues ».

Le XVII^e Congrès du Mouvement français pour le planning familial, qui s'est tenu les 27 et 28 avril 1985, était important à plus d'un titre. Outre un travail d'élaboration sur ses revendications et ses moyens de lutte, le congrès avait à se prononcer sur la position du mouvement dans les prochaines élections législatives, considérées comme « ayant une importance capitale ». D'un point de vue interne, les militants du mouvement avaient à se familiariser avec un congrès « nouvelle formule » dont les modalités de préparation et d'organisation des débats, plus démocratiques, avaient été retenues lors d'un congrès extraordinaire l'année précédente.

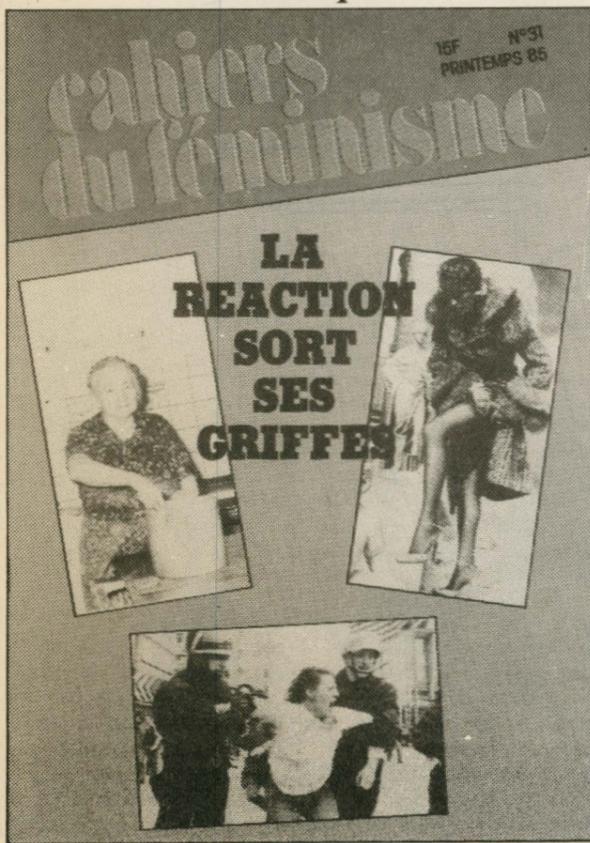
L'orientation votée à l'issue du congrès, à travers une motion générale et six motions par « thèmes » (droit des femmes et féminisme, IVG et contraception, nouvelles méthodes de procréation et famille, politique relais, jeunes), fait apparaître un maintien des revendications traditionnelles du Planning qui se définit comme « mouvement féministe et d'éducation populaire, luttant sur le terrain de la sexualité ». Exemple significatif de cela,

la motion « IVG, contraception ». Le MFPP, se situant dans un contexte de remontée de l'offensive de la droite, « s'engage à lutter contre toute remise en cause des acquis (lois, fermeture ou réduction des CO, CIVG, centres de planification) et à soutenir toute personne ou association poursuivie pour des pratiques illégales dans la mesure où celles-ci vont dans le sens des objectifs du mouvement ». Il réaffirme la nécessité de continuer la lutte pour la dépénalisation de la loi sur l'avortement par l'abrogation de l'article 317 du Code pénal. A la différence du congrès de 1982, qui avait déjà adopté une motion similaire qui n'avait pas été appliquée, la motion cette fois mandate la direction pour organiser une rencontre nationale du mouvement pour étendre la pratique des illégalités, notamment des aspirations précoces, « comme moyen de remise en cause des aspects restrictifs de la loi ». C'est sans doute là la marque de la volonté de nombreuses militantes et militants dans le mouvement de ne pas baisser les bras sur cette question et d'en découdre avec les aspects répressifs de la loi.

Si, sur ce point, l'homogé-



N'oubliez pas



néité du Planning apparaît très grande, il n'en a pas été de même sur les deux autres points forts de préoccupation et de débat qui ont traversé le mouvement lors de ce congrès et de sa préparation : le féminisme et l'échéance de 1986.

L'affirmation du MFPP comme mouvement féministe est une position récente, datant du congrès de 1982. Le débat et les textes votés font émerger, trois ans après, un mûrissement sur cette question et un renforcement du positionnement. Celui-ci apparaît nettement dans la motion « Droits des femmes, féminisme » avec une volonté exprimée de lutter contre les violences que subissent les femmes et pour leur droit à l'emploi « comme moyen d'autonomie financière et de reconnaissance sociale ». « La campagne incitatrice actuelle autour du temps partiel, les pressions exercées autour de la flexibilité et de la politique nataliste vont encore les surpénaliser » et « L'objectif du

MFPP n'est pas seulement de sensibiliser les femmes sur les oppressions et violences qu'elles subissent, mais de leur donner les moyens de les combattre ». Cependant, cette « avancée » des positions sur le féminisme n'apparaît pas de manière significative dans la motion générale, les textes les plus nets sur cette question ayant été repoussés. De même, au grand dam de nombreuses militantes, une petite phrase, votée en amendement et qui remplaçait « contre les violences faites aux femmes » par « contre les violences sexuelles et morales faites à tout individu (femmes, hommes, enfants) », est venue confirmer la présence d'une résistance réelle dans le mouvement, ou tout au moins d'un manque d'analyse sur l'oppression des femmes.

L'enjeu de 1986 et les positions du Planning dans la campagne électorale étaient l'autre point chaud de débat. Si les textes votés confirment une volonté très largement majoritaire dans le mouve-

ment de se positionner avant tout sur la base de ses propres revendications et de « s'engager clairement et résolument dans la lutte contre la droite dont le retour au pouvoir entraînerait une grave régression sociale... », l'attitude à adopter envers le gouvernement de gauche a fait s'exprimer des sensibilités différentes, se concrétisant par le degré de critiques plus ou moins aiguës formulées envers la politique menée par le gouvernement. La position retenue majoritairement — « sur nos terrains d'action, faire le bilan des avancées déjà réalisées par le pouvoir en place et des promesses non tenues, afin de pouvoir interpeller le gouvernement avec les autres organisations de gauche » et « le MFPP, mouvement de lutte et d'éducation populaire, doit rester indépendant de tout pouvoir politique, ses objectifs se traduisent dans ses actions de lutte, quel que soit le pouvoir en place » — indique cependant assez nettement la volonté des militantes et mili-

tants de maintenir ferme le cap sur leurs revendications et la nécessité de regrouper les forces pour influencer sur la politique du gouvernement à l'occasion de l'échéance électorale de 1986.

Mouvement de terrain avant tout, le MFPP maintient son assise et son implantation. Si ses effectifs, ses militants et adhérents, subissent un léger recul, celui-ci semble moins important que dans les autres organisations, partis et syndicats, de gauche. Et le nombre de personnes rencontrées dans ses permanences et consultations reste important : 350 000, dont 99 000 jeunes, pendant l'année 1984. Le congrès de 1985 aura marqué, à partir d'une élaboration plus globale sur le féminisme et d'un début d'analyse et de bilan critique de la politique du gouvernement, un approfondissement de la conscience politique des militantes et militants, et un positionnement résolument à gauche.

Sonia Folloni

NOUVELLE CALEDONIE

Plus néo-colonial que moi tu meurs

Le plan gouvernemental pour la Nouvelle-Calédonie n'apporte pas de véritables garanties pour l'indépendance. Encore moins pour éviter qu'elle ne recouvre une réalité néo-coloniale, spoliant le peuple kanak de ses droits. Procès d'intention ? Non, il suffit de décortiquer le projet.

Pourquoi un nouveau calendrier ?

Ce qui est proposé aujourd'hui, c'est un référendum « au plus tard le 31 décembre 1987 » et non plus en septembre 1985. Le choix de repousser le scrutin au-delà des élections législatives n'est pas étayé par la situation en Nouvelle-Calédonie même.

Tout le monde s'accorde à dire qu'il est dicté par les échéances électorales en France. Pisani avait fait miroiter la perspective d'un référendum à court terme pour tenter de convaincre le FLNKS. Le seul problème du gouvernement était, selon lui, les contraintes de la Constitution de la V^e République. Il est clair à présent que les intérêts électoralistes du pouvoir sont passés avant les intérêts du peuple kanak, les fameuses contraintes constitutionnelles s'étant évaporées.

Que peut-il se passer d'ici 1987 ?

Mitterrand a compris qu'en cas de défaite de la gauche en 1986, il offrirait à la droite un cadeau empoisonné. Il se sert ainsi du peuple kanak comme d'un instrument tactique dans le débat sur la cohabitation entre l'Elysée et une éventuelle

majorité parlementaire de droite.

De plus, si la droite disposait d'une nette majorité, elle aurait ainsi les moyens pour différer, à son tour, le calendrier arrêté. Nous voilà non seulement avec un calendrier très élastique, mais aussi sans les « verrous » dont a parlé Jean-Marie Tjibaou, pour empêcher un nouveau report.

Une autre raison du report du référendum

Le plan Pisani s'adressait au départ exclusivement aux Caldoches et aux métropolitains. Le FLNKS le soulignait par la voix de Jean-Marie Tjibaou en le qualifiant d'affaire entre Français. Pisani avait en tête de diviser la communauté blanche pour décrocher 15 000 voix. Alliées aux suffrages indépendantistes, s'il convainquait le FLNKS, elles permettraient une majorité lors du référendum. Cette tactique a échoué : aucune rupture substantielle ne s'est produite parmi les Blancs. Le référendum allait à l'échec.

Le plus important est de comprendre pourquoi la droite locale ne s'est pas divisée devant le projet d'Etat associé. Mais Pisani pouvait-il concilier l'inconciliable ? Sa peur de la mobilisation populaire l'amène à penser que l'on peut rassembler



Pisani, à l'Elysée.

exploiteurs et exploités, colons et colonisés. Le plan du 7 janvier n'apportait pourtant pas de solutions aux problèmes de la terre, de l'enseignement, des emplois kanaks, etc. Malgré cela, on ne pouvait trouver 15 000 voix dans l'électorat réactionnaire pour le soutenir : les intérêts immédiats des capitalistes, des commerçants ou des éleveurs leur interdisent, actuellement, de partager le pouvoir politique avec les indépendantistes, et de partager les richesses du pays.

La principale leçon de cette cohésion du bloc social sur lequel s'appuie la colonisation, c'est que la droite caldoche ne renoncera jamais par la simple persuasion à ses

intérêts essentiels. Cela n'empêche pas Fabius de prétendre « prendre en compte les intérêts des diverses communautés ». Pas question donc pour le pouvoir de s'en prendre aux intérêts des colons.

Peut-il y avoir un parti blanc favorable à l'indépendance ?

Le gouvernement et le PS vont tout faire pour créer un regroupement, ou même un parti des Blancs favorables à son projet. La manœuvre a pour but de convaincre les indépendantistes kanaks qu'une partie de la communauté blanche veut participer au projet d'Etat associé. Seulement il faudra aussi convaincre tel ou tel éleveur, tel

La droite monte les enchères

A présent que le gouvernement a rendu public son plan pour la Nouvelle-Calédonie, les réactions étaient attendues dans l'opposition. La question était de savoir s'il y aurait rejet pur et simple ou si apparaissaient les possibilités d'un compromis.

L'accueil réservé par la presse de droite a mis en évidence les reculs contenus dans la version retenue du plan Pisani. En soulignant les emprunts au plan baptisé du nom de Dick Ukeiwé, les éditorialistes de ces journaux gardaient la porte ouverte. Cependant, la perspective d'un découpage donnant une représentation majoritaire aux Kanaks était présentée comme inacceptable.

Alors même que certains de ses membres le trouvait inopportun, le RPCR tenait son deuxième congrès le week-end dernier, huit ans après celui de sa fondation.

Si Jacques Lafleur a été réélu sans surprise président, l'intérêt s'est porté sur ses déclarations. Lafleur a agité la menace d'un boycott des prochaines élections aux assemblées régionales qui auront lieu cet été, en affirmant que la base s'impatientait. Il a demandé à ses troupes de « ne plus jamais laisser se dérouler tranquillement une manifestation du FLNKS à Nouméa. » Surtout il s'est félicité du report de deux ans du scrutin d'autodétermination : « En effet, d'ici 1987, les socialistes seront relégués aux oubliettes de l'histoire et ce que le Parlement fait aujourd'hui, il peut toujours le défaire demain et c'est ce qui sera fait et nous pouvons tenir. » Voilà qui a le mérite de la clarté et ne laisse pas planer le doute sur ce que vaudraient les « garanties » que l'actuel gouvernement pourrait avancer pour que le processus qu'il engage aboutisse à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.

Comme pour faire écho, un appel a été signé par des personnalités, dont certaines fleurissent sur le placard d'où on les a tirées. Giscard, Barre, Chaban-Delmas, Messmer, Debré et Couve de Murville viennent en effet d'annoncer leur intention de s'opposer par tous les moyens légaux au projet gouvernemental.

J.-J. Laredo

ou tel capitaliste, ce qui impliquera de rogner toujours plus sur les droits et intérêts du peuple kanak. Ainsi, pour que ce parti blanc pèse électoralement, il faudrait que le FLNKS renonce à une bonne partie de son programme sur la souveraineté kanake.

En définitive, jamais il n'y aura eu aussi peu de garanties pour les Kanaks dans un projet du gouvernement PS.

Le code électoral qui, en Nouvelle-Calédonie, lèse le peuple kanak, faisait partie des raisons qui ont amené le FLNKS à boycotter les élections territoriales du 18 novembre 1984. Fabius n'en a soufflé mot. En maintenant ces modalités, le gouvernement refuse au peuple kanak le droit de s'autodéterminer. Il préfère céder sans combat devant le Conseil constitutionnel, majoritairement de droite.

La seule garantie avancée serait la présence de Mitterrand à l'Elysée jusqu'en 1988 ! Que restera-t-il de la souveraineté kanake dans le projet gouvernemental après deux ou trois ans supplémentaires de tractations avec la droite ? La Constitution de la V^e République est prévue pour une majorité parlementaire à l'image du président et personne ne sait ce qui se passera après 1986. Cela n'empêche pas le PS de souf-

fler à l'oreille des Kanaks que la meilleure garantie c'est le maintien de Mitterrand à l'Elysée.

A quoi servent les quatre régions proposées ?

Le gouvernement propose la mise en place de quatre régions disposant de « larges pouvoirs ». Le plan Ukeiwé en proposait deux. Le nom de congrès pour l'assemblée calédonienne figurait également dans ce dernier. La référence au Congrès américain n'est pas fortuite : il s'agit bien d'une confédération de régions pouvant avoir, comme c'est le cas pour les Etats américains, des réglementations propres. Ce ne serait plus un pays kanak unifié, mais une somme de régions dans lesquelles pourraient s'exprimer des souverainetés différentes.

Parmi les objectifs du gouvernement, le principal est de créer les conditions de développement d'une petite bourgeoisie ou d'une bourgeoisie kanake à travers la gestion des intérêts régionaux. La France apporterait des crédits aux régions à majorité mélanésienne pour y multiplier les petites entreprises et les groupes d'intérêt économique. Une véritable école d'apprentissage de la gestion

Suite page 14.

Une assemblée de militants indépendantistes, dans la région de Thio.



Un drôle de cadeau

Au cours de la soirée dont il était la vedette, dimanche 28 février, François Mitterrand a parlé de tout. Il a expliqué le sens des décisions annoncées à l'issue du conseil des ministres extraordinaire du 25 avril, consacré à la Nouvelle-Calédonie.

L'objectif donné n'est pas simplement d'amener la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance, parce qu'il s'agit d'un droit imprescriptible du peuple kanak. Mitterrand trace la limite : c'est « l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie dans l'association avec la France ». Parmi les termes de l'association, figure « naturellement au premier plan la défense et la sécurité des positions stratégiques de la

France dans le Pacifique ».

Interrogé sur le renforcement des installations militaires, le président a répondu : « Il n'y a pas de base stratégique à Nouméa. (...) Les sous-marins nucléaires ne peuvent pas s'y arrêter, les navires de guerre ne peuvent y accoster, la piste d'aviation ne permet pas aux avions les plus modernes de décoller. Bref, il n'y en a pas. C'est nous qui la ferons. » Ce « nous » dont on ne sait s'il est dans la manière des souverains ou s'il englobe les socialistes, vient ajouter une page au livre, déjà bien épais, des services rendus à l'impérialisme par la social-démocratie.

Jean-Jacques Laredo

Suite de la page 13.

d'où sortirait une couche de privilégiés.

Il faut tirer les leçons des coopératives du LKS et des groupes d'intérêt économique (GIE). Au nom de l'économie parallèle ou du boycott des entreprises coloniales, on a commencé à introduire en milieu kanak les habitudes et les raisonnements capitalistes. En fait de rupture avec l'économie coloniale, il n'y a eu qu'intégration à l'économie capitaliste.

Quels que soient les pouvoirs des régions, l'économie du territoire est unique. Qui déterminera le pouvoir d'achat, les possibilités d'exportation ? A l'évidence, ce seront les réseaux économiques centrés autour de Nouméa. La région centrée sur la capitale bénéficiera ainsi, sous un autre nom, d'un « statut particulier ».

Il faut tirer le bilan du passage du Front indépendantiste au conseil de gouvernement. La situation coloniale privait cette institution de tout pouvoir réel. Les véritables centres de pouvoir étaient aux mains des capitalistes locaux et de la métropole. c'est avec cet état de fait

que le FI, à l'exception du LKS, a rompu pour se transformer en FLNKS. Tout montre que le projet gouvernemental ne vise pas à une telle rupture.

De plus, ce projet porte en lui les risques d'une partition de fait, entre une Nouvelle-Calédonie riche et une Nouvelle-Calédonie pauvre. Que se passera-t-il si une région refuse l'indépendance ? Il faut se rappeler le précédent des Comores où le référendum a été comptabilisé île par île, ce qui a permis à la France de se maintenir à Mayotte. Souvenons-nous qu'il y a quelques mois, Lionel Jospin avançait l'idée d'une partition parmi les solutions possibles...

Une dépendance accrue

En revenant à l'administration directe, avec mise en place d'un système de régions associées, le pouvoir renforce la dépendance. L'annonce des projets de renforcement militaires avec les conséquences sociales que *Rouge* a dénoncées ont comblé d'aise la droite. Michel Debré s'est empressé de saluer cette « bonne initiative ».



Dans la région de Thio.

Ce faisant, le gouvernement balaye du revers de la main les propos de Jean-Marie Tjibaou qui affirmait qu'il fallait d'abord la souveraineté et que ce serait à l'Etat indépendant d'envisager les accords de coopération à signer. L'administration directe va servir à faire avaler aux Kanaks, de force s'il le faut, ce qu'un Etat kanak souverain pourrait refuser.

On ne peut séparer indépendance et souveraineté. L'indépendance néo-coloniale conserve les traits essentiels de la domination coloniale sous une apparente souveraineté. Dans le cas de la Nouvelle-Calédonie, Pisani a laissé croire que l'indépendance prendrait la forme de l'Etat associé et que la souveraineté viendrait plus tard. Tous les exemples dans le monde démontrent le contraire. Après vingt-cinq ans d'indépendance, les Etats d'Afrique noire francophone demeurent tous néo-coloniaux. De la création de la communauté franco-africaine

en 1958 en passant à l'indépendance, de Gaulle y a mis en place les rouages et le personnel à sa solde.

Le projet du gouvernement est tout aussi néo-colonialiste que celui du 7 janvier. Il marque même une régression dans les garanties proposées au peuple kanak. Ce recul est dû à des raisons politiques, de même que le recul qu'a fait le gouvernement sur l'école privée.

Contrairement à ce que disait un Delanoë au FLNKS, l'alternative n'est pas entre « lutte armée ou plan gouvernemental ». En améliorant son fonctionnement, en définissant une stratégie pour le long terme, il est possible pour le FLNKS de modifier le rapport de forces sur le terrain, même à Nouméa où les actions revendicatives et démocratiques sont possibles. L'une des armes du FLNKS sera la solidarité internationale et notamment en France. A nous de la développer.

Claude Gabriel
et Vincent Kermel

Adresse au peuple kanak

Depuis cent trente et une années, le pouvoir français vous a maintenus dans une situation de dépendance coloniale au plein sens du terme : spoliation foncière, exploitation économique, soumission aux décisions de la métropole, discrimination culturelle, taux dérisoire d'accès aux diplômes et aux postes responsables, racisme quotidien, privilèges multiformes des colonisateurs.

Cette dépendance a été encore aggravée par une politique massive d'immigration blanche et d'importation d'autres ethnies. Par cette agression démographique délibérée, les autorités coloniales ont cherché à vous retirer définitivement la maîtrise de votre pays et de votre avenir. Nous sommes à vos côtés pour dénoncer cette politique et pour affirmer votre droit inaliénable à l'autodétermination, droit proclamé par la Charte des Nations-Unies et précisé dans la « résolution 1514 » de l'Assemblée générale des Nations-Unies (« Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux » du 14 décembre 1960).

Nous sommes convaincus qu'il est encore temps de garantir l'indépendance à laquelle vous aspirez légitimement, en tenant compte des intérêts des autres communautés de Calédonie. Nous réproprons les opérations politiciennes d'intoxication menées par la droite métropolitaine, en vue d'attiser

parmi ces autres communautés l'incompréhension et la haine à votre égard et d'encourager en Calédonie la résistance acharnée des tenants du colonialisme.

La Calédonie serait-elle un « cas spécial » ? En leur temps, on l'avait déjà dit du Vietnam, de Madagascar, de l'Algérie, de Djibouti. En fait, dans un Pacifique dont presque tous les territoires ont déjà recouvré l'indépendance, c'est le maintien du contrôle politique, militaire et financier de la France sur l'archipel calédonien et sur ses espaces marins, qui apparaît comme une absurde prime à l'arriération historique. C'est au peuple kanak qu'il appartient de définir les relations qu'il souhaite entretenir dans l'avenir, tant avec la France qu'avec ses voisins du Pacifique.

Depuis de longues années, en diverses occasions et à des titres divers, nous nous sommes rangés aux côtés des peuples colonisés, nous nous sommes efforcés de faire connaître leurs aspirations, nous avons soutenu leur cause. Nous savons parfaitement que l'indépendance politique ne peut, à elle seule, résoudre tous les problèmes qu'affronte notre monde en crise. Mais c'est un préalable incontournable, un droit de principe que nul n'est qualifié pour refuser à ceux qui la revendiquent.

Nous sommes solidaires de votre lutte.

Henri ALLEG, Gérard ALTHABE, Marc AUGÉ, Robert BONNAUD, Paul BLANQUART, Etienne BALIBAR, Jacques BARREAU, Simone DE BEAUVOIR, Alban BENSÀ, Jacques BERTHELET, Charles BETTELHEIM, Pierre BES, Abraham BEHAR, Jacques DE LA BOLLARDIERE, Alain BOUC, Bernard BOURDOURESQUE, Claude BOURDET, Suzanne DE BRUNHOFF, Pierre BROCHEUX, Michel CAPRON, Jacques CHATAGNER, François CHATELET, Monique CHEMILLE-GENDREAU, Jean CHESNEAUX, Jean COPANS, Catherine COQUERY-VIDROVITCH, Robert DAVEZIES, François DELLA SUDA, Alain DESJARDINS, J.-P. DHANGER, Jean DRESCH, Suzanne DREYFUS-GANELON, Roselène DOUSSET-LEENHARDT, Jean-Jacques DE FELICE, François GEZE, Félix GUATTARI, Daniel GUERIN, Raymond GUGLIELMO, Yannick GUIN, Pierre HALBWACHS, Francis HALBWACHS, André-G HEAUDRICOURT, Daniel HEMERY, Yves HERVOUET, Françoise HERITIER, Georges HOURDIN, Pierre JALEE, Edmond JOUVE, Marcel

Francis KAHN, Yves LACOSTE, Robert LAFFONT, Paule-Marie LAMBERT, Henri LECLERC, Victor LEDUC, Michel LEIRIS, Albert-Paul LENTIN, Claude LIAUZU, Robert LINHART, Gustave MASSIAH, Léo MATA-RASSO, Etienne MATHIOT, Claude MEILLASSOUX, Théodore MONOD, Alain LABROUSSE, Maurice NADEAU, Alain OTTAN, Thierry PAQUOT, François PARTANT, Ella PERROY, Jean PIEL, Jean POUILLON, Pierre-Philippe REY, Madeleine REBERIOUX, Jean-Claude RIVIERE, François ROUX, Antoine SANGUINETTI, Louis-Vincent THOMAS, Alain TOURAINE, Michel TUBIANA, Pierre VIDAL-NAQUET, Jean-Pierre VIGIER, Gérard DE WANGEN, Yves BENOT, CABU, Benjamin CORIAT, René GALISSOT, Jean GUIART, Alain JOXE, Maurice MASCHINO, André PRENANT, François de RAVIGNAN, Henri NOGUERES, Irène TERREL, Antoinette MALLIA, Emmanuel TERRAY, François AUBERTIN, Jean-Yves BARRERE, Gilles DELEUZE, Alain LIPIETZ, Pierre METGE, Jacques KERGOAT, Denis BERGER.

La manifestation du 21 avril, à Paris. Le cortège du FLNKS.



Poulet au vinaigre

Après s'être égaré dans du « gros » qui ne lui convenait qu'à moitié (*le Sang des autres*, d'après Simone de Beauvoir), Chabrol revient à du « petit » où son triomphe est total. D'une part il retrouve sa terre de prédilection : les mœurs corrompues, sordides, hypocrites des bourgeois de province, fric, cul, chantage, magouilles. D'autre part Chabrol fait ce que peu font : il raconte une histoire, il fait un film et il fait du cinéma. Ce n'est pas toujours la même chose. Dans ce ménage à trois, le plus important : c'est de faire du cinéma. La dérision, l'humour, le cynisme, essentiels dans le regard que Chabrol porte sur les gens, ne l'emportent jamais sur le respect dû au spectateur.

Si la France profonde des tartuffes et des beaufs s'offre au vitriol du cinéaste et à nos sarcasmes, c'est dans le même mouvement. Par l'aisance d'une démonstration, pas par des œillades démagogiques. On dirait que Chabrol déteste la moitié de l'humanité. C'est une erreur : il aime l'autre moitié, celle qui va au cinéma.

Piotr



Les Bostoniennes.

Eijanaika

Vers 1860, le Japon vit les dernières années de l'âge d'or féodal. La marine américaine « ouvre » le pays et va l'arrimer au monde « moderne ». Les temps changent, tout change. Déclin des samouraïs, rivalités exacerbées des clans, jacqueries, révoltes faubouriennes, dérèglements sociaux en tous genres. La grande pagaille.

Eijanaika c'est le cri de

ralliement des sans-espoir et des déclassés de tout poil. Cri politique, mystique, libertaire qui recouvre l'univers des intrigues des grands. Du point de vue d'une cour des miracles matinée de « rue chaude », on suit quelques personnages populaires qui lient pour nous cet entrecroisement de toutes les magouilles. Tout change. Trop vite. L'explosion finale, immense,

terrible, démente est une grande fête des fous admirablement filmée.

Si l'aspect proprement historique nous reste un peu étranger, demeure une formidable fresque sur le Japon du XIX^e et peut-être un acte de foi dans les vertus d'un peuple qui ne serait pas que celui du culte de la hiérarchie et des valeurs d'obéissance.

Piotr

La ballade inoubliable.



Les Bostoniennes

En ces temps où, aux Etats-Unis, le réaganisme noue dans la même régression une pudibonderie sénile et l'arrogance d'une phalocratie décontractée, le film d'Ivory, d'après Henry James, risque de se tromper de public. Au féminisme victorien, étouffant, pétri d'innocence et d'ambitions quasi religieuses, tel qu'il se développait chez l'intelligentsia bourgeoise (ici, à Boston) dans le courant du XIX^e, le film semble opposer les forces vives de

l'amour, de la sensualité et du... mariage.

Ivory n'est ni juge ni arbitre. Dans l'opposition entre ces deux morales, des êtres souffrent, doutent, résistent, s'abandonnent. L'héroïne hésite entre la sensualité comprise comme une forme de contrainte mais aussi d'amour. La richesse du film est dans ce mouvement, dans ce qui de l'une à l'autre de ces morales va et vient : l'apprentissage de la liberté et de ses limites.

La balade inoubliable

D'Italie nous vient cette romance nostalgique sur la jeunesse du siècle (avant 1914), la jeunesse des gens (collégiens, collégiennes et âmes simples), la jeunesse du cinéma même (naïveté, émerveillement, poésie). Le ton même du film, ainsi que son sujet, viennent de loin.

La ballade d'une classe et de ses deux professeurs à travers la campagne. Petits flirts et grandes amours, espoirs et trahisons, liberté et autorité et la présence lyrique de la toute puissante nature. C'est bien.

Piotr

Psychose

Marion et Sam font l'amour dans une chambre d'hôtel sordide entre leurs heures de travail. Marion revendique des moyens pour une relation de qualité ; elle vole un dépôt de 40 000 \$ remis à son patron, prend la route, descend au motel de Norman Bates. Face au motel, un manoir où vit la mère de Norman... Le cinéma classique fonctionnait sur l'identification du héros. Ici, plus de héros ; le film fonctionne sur le voyeurisme par la mise à distance du spectateur et la brisure volontaire du récit : « héroïne » tuée au tiers du film ; Norman enlisé dans le malsain, le morbide, l'horreur. Nette scission entre le début où la réalité tient de

l'aliénation sociale, et la suite qui tient de l'aliénation mentale.

La vérité n'est pas dans l'explication finale du psychiatre, élément partiel, mais dans un tout : Marion perd son corps, Norman perd son « âme ». La seule valeur qui garde son identité est l'argent : volé, perdu, retrouvé. Dans ce monde proche du chaos, l'homme se disloque au profit de l'argent et de la faille de la sacro-sainte famille. Norman meurtrier de sa mère va jusqu'au bout de sa dérive sexuelle, mentale, spirituelle. Avec *Psychose*, Hitchcock fait le constat de cette fracture humaine et sociale.

Laura L.

sur le
petit écran

● **Dimanche** 15 h 05 (FR3), *Othello*, opéra de G. Verdi mis en scène par G. de Bosio et interprété par T. Atlantov et Kiri Te Kanawa.

20 h 35 (TF1), *le Salaire de la peur* de H.-G. Clouzot avec Montand et Vanel. Très bonne adaptation, nerveuse,

et efficace du roman de Georges Arnaud.

22 h 30 (FR3), début d'un cycle magistral consacré à l'un des plus grands réalisateurs américains : King Vidor. Ce cycle, composé de quatre films qui comptent parmi ses meilleurs, s'ouvre ce soir avec un film muet, absolument fabuleux, la

Foule, avec Eleanor Boardman et James Murray. L'une des œuvres les plus fortes jamais réalisées sur l'incommunicabilité sociale en milieu urbain... plus de trente ans avant Antonioni ! C'est un chef-d'œuvre à ne pas rater !

● **Lundi** 20 h 35 (TF1), *Plus dure sera la chute*, film noir de M. Robson sur les milieux de la boxe, avec H. Bogart et Rod Steiger. Un peu lourd à revoir aujourd'hui...

● **Mardi** 20 h 40 (A2), *le Journal d'Anne Franck* de Georges Stevens, avec Millie Perkins, servira d'introduction à un « Dossier de

l'écran » consacré à la déportation. Ce film superbe, dû à un « vétéran » hollywoodien, vaut essentiellement par la qualité de l'adaptation d'un livre d'autant plus émouvant qu'il avait la forme d'un journal quotidien sans fioriture ni grandiloquence. A voir absolument pour toutes ces raisons...

● **Jeudi** 20 h 35 (FR3), *Manhattan* de Woody Allen, avec W. Allen, Diane Keaton, Muriel Hemingway et Meryl Streep. Présenté en VO, ce film plein de nostalgie et de goût doux-amer est un magnifique cadeau offert par FR3 aux téléspectateurs, puisque

(me semble-t-il...) s'agit du premier passage à la télé d'un film de Woody Allen !

22 h 25 (TF1), *le Seigneur de la guerre* de Franklin Schaffner avec Charlton Heston et Richard Boone. Film très étrange et envoûtant, sur un épisode moyen-âgeux traversé par l'amour et la guerre. C'est de loin le meilleur film proposé par Frédéric Mitterrand au cours de ce cycle « historique »...

● **Vendredi** 20 h 35 (FR3). Après le neveu... Tonton soi-même, avec *François Mitterrand : portrait d'un président*, réalisé par Anne Gailard et Jean Cayrol. La pas-

sionaria du consumérisme osera-t-elle adopter avec le P-DG actuel de la France, le ton incisif et décapant qu'elle savait utiliser en mettant sur le grill les patrons et commerçants qu'elle recevait, ou va-t-elle elle aussi glisser vers le style « brosse à reluire » ?

23 h 00 (A2), *It's a gift* de Norman McLeod avec WC. Fields. Si vous avez vu *Passez Muscade* il y a quinze jours sur le petit écran, inutile de vous faire un topo... Je sais que vous avez déjà réservé votre fin de soirée pour donner de l'exercice à vos zygomatiques...

Michel Laszlo

ETATS-UNIS

Echec au roi !

Les manifestations du 20 avril ont démontré l'existence pour la première fois aux Etats-Unis d'un mouvement populaire réclamant « des emplois, pas des bombes ». Cela n'arrange pas du tout Reagan, dans ses visées d'intervention musclée contre la révolution nicaraguayenne.

Echec au roi ! L'empereur de la première puissance du monde vient de subir un échec cuisant. Reagan a perdu la « bataille du Nicaragua ». A une forte majorité, la Chambre des représentants a rejeté la demande d'aide de 14 millions de dollars que le chef de la Maison-Blanche réclamait en faveur des groupes armés antisandinistes, la contra.

Et pourtant, Reagan avait sorti la grosse artillerie pour défendre son projet qui n'est qu'une intervention déguisée. Au cours de son allocution hebdomadaire, il avait affirmé que « cette semaine, nous avons pu confirmer la présence de troupes soviétiques dans les zones de combat du nord du Nicaragua. » Les partisans du chef de la révolution lybienne Kadhafi et l'imam Khomeini « sont au Nicaragua, à deux heures d'avion des frontières des Etats-Unis. » Affirmation plus que légère pour un chef d'Etat. De l'aveu même d'un haut fonctionnaire américain, les troupes soviétiques seraient, en fait, quelques « conseillers » et non « des combattants ».

Des mensonges grossiers

Quant à « l'effort militaire sandiniste », dont tire argument si souvent Reagan, dans un rapport publié par le Pentagone, lui-même souligne que le Nicaragua a « la potentialité » de devenir une base soviétique, mais il ne s'agit, pour l'instant, que de « potentialités ». En reprenant leur critère, le Honduras doit, lui, avoir largement dépassé ce stade de « potentialité ».

L'opinion américaine ne s'est pas laissée

prendre au piège de Reagan. Plus de quatre-vingt mouvements, associations, syndicats ont appelé, le 20 avril dernier, à une journée de mobilisation contre la politique menée par l'actuel président des Etats-Unis. Ainsi plus de 65 000 personnes ont défilé devant la Maison-Blanche à Washington, 50 000 à San Francisco, plusieurs milliers également à Los Angeles, à Seattle, etc. Ces manifestants demandaient l'arrêt de l'intervention nord-américaine en Amérique centrale, la fin du soutien au régime d'apartheid d'Afrique du sud, la création d'emplois, le gel des armes nucléaires, et s'opposaient aux discriminations racistes et sexistes.

Un soutien très large

Ces manifestations qui coïncidaient d'ailleurs avec le dixième anniversaire de la fin de la guerre du Vietnam connurent un soutien très large. Jesse Jackson, candidat malheureux à la dernière investiture du Parti démocrate, défilait à Washington. A San Francisco, Sala Burton, représentant démocrate, côtoyait Jack Henning, secrétaire du syndicat AFL-CIO de Californie. « Nous voulons les Etats-Unis hors de l'Amérique latine, plus précisément hors du Nicaragua », expliqua ce dernier dans son discours closant la manifestation, « nous voulons des emplois, nous ne voulons pas 14 millions de dollars pour les armes et l'aide économique aux forces subversives du Nicaragua. » C'est la première fois, aux Etats-Unis, que le mot d'ordre « des emplois, pas des bombes » s'appuie sur un mouvement de masse qui allie la



Une manifestation, à Washington, devant la Maison-Blanche, en 1978.

solidarité aux différents pays d'Amérique centrale, les associations anti-apartheid et le puissant mouvement syndical.

Un compromis boiteux

Ces arguments, ces mobilisations ont, sans aucun doute, eu plus de poids dans la tête des députés majoritairement démocrates, que les mensonges grossiers de Reagan. Surtout, la bataille des législatives de 1986 se profile déjà. Même les amis du président sont inquiets. Reagan, une semaine auparavant, avait dû promettre au Sénat, à majorité républicaine, que les 14 millions de dollars ne seraient pas militaires. Il avait écrit une lettre, 75 minutes seulement avant le vote, expliquant l'utilisation des dépenses : « de la nourriture, des médicaments, des vêtements et autres assistances nécessaires à leur survie et à

leur bien-être, et non pour des armes, des munitions et autres armements. »

Il acceptait aussi que ces aides soient administrées par une commission intergouvernementale et non par la CIA. Ce compromis, qui permettait à Reagan de sauver la face, avait été adopté par 53 voix contre 46, la plus faible majorité obtenue sur cette question dans cette instance à majorité républicaine.

Le véritable mouvement de masse qui s'est construit autour des manifestations du 20 avril a fait voler en éclat ce laborieux compromis. Reagan peut désormais faire son deuil d'une politique d'engagement musclé contre la révolution nicaraguayenne. Les milliers de manifestants ont permis une victoire politique des sandinistes en limitant les moyens, déjà énormes, de l'administration Reagan.

Alain Gwenn

La première claque de son deuxième mandat.

